Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 18 JUIN
N° 212 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Tribune préparatoire au IIe Congrès du PCR ml

voir p.12

Procès de dix travailleurs des filature de la Vologne

(*Laveline-Vosges*)

LA JUSTICE DE CLASSE A L'OEUVRE

Après la condamnation de quatre travailleurs à des peines de prison avec sursis, la direction des filatures de la Vologne à Laveline (Vosges), en poursuivait dix autres pour le même motif «d'entraves à la liberté du travail». Ceux-ci comparaissaient mercredi devant le tribunal d'Epinay.

Une première constatation en entrant dans la salle, mis à part les inculpés et quelques délégués les soutenir, pas de travailleurs des filatures. A l'usine, pas de tracts d'appel à les soutenir. La date même du procès était peu connue.

APRES LA LIBERATION DE TEISSEYRE

Menaces inadmissibles des CRS

Aurons-nous bientôt à faire face à une A.A.A. française (cette organisation parallèle en Argentine, composée de policiers, et chargée des basses œuvres que ne veut pas faire la police). On est en droit de s'interroger après la réaction du Syndicat National Indépendant et Professionnel des CRS (SNIP) à la libération d'Albert Teisseyre. Le communiqué que ce syndicat a publié indique notamment : «(*Le SNIP*) *dégage dès à présent, sa responsabilité sur la suite des événements si les responsables ne sont pas châtiés*».

D'autre part, le SNIP fait appel de la décision du juge d'instruction. Rappelons que le SNIP, après la fusillade de Montredon, s'était porté partie civile, en expliquant qu'ainsi, les CRS pourraient avoir accès au dossier de l'instruction. Rappelons aussi que dans l'état de santé où se trouve Albert Teisseyre, la poursuite de sa détention pourrait avoir des conséquences dramatiques.

Afrique du Sud

SOULÈVEMENTS CONTRE LE RÉGIME RACISTE

voir p.7

Sécheresse

Les mesures de Chirac 20 F PAR PAYSAN !

La Conférence annuelle agricole s'est tenue sous le signe de la Sécheresse. A 9 h 30, la séance solennelle s'est ouverte sous la présidence de Chirac, flanqué de Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture et des secrétaires d'Etat aux industries agricoles, alimentaires et à l'agriculture, Mehaignerie et Tiberi.

suite p.6

GISCARD ASSAD

ASSEZ DE MANOEUVRES

C'est un homme en difficulté que Giscard recevait hier en la personne de Hafez el Assad, président de la Syrie. Plus de quinze jours après l'entrée massive de l'armée syrienne au Liban, et du début de ses opérations contre la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises, il apparaît en effet que chaque jour qui passe rend plus difficile la réussite de cette opération.

De part en part, cependant, une complicité, au moins passive, s'est manifestée entre notre gouvernement et celui de la Syrie dans la tentative pour étrangler la force patriotique arabe la plus conséquente. Alors que Giscard proposait d'envoyer des troupes françaises au Liban, Hafez el Assad, au contraire de nombreux gouvernements arabes, se contentait d'affirmer que ses propres troupes suffiraient bien à la besogne.

De son côté, alors que l'intervention syrienne au Liban était en cours, Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, affirmait son «*accord complet*» avec cette politique. Dans une récente interview, Abou Ayad, dirigeant de l'organisation palestinienne Fath, estime même que l'intervention française et l'invasion syrienne devaient être coordonnées. Le fait est que, tandis que les troupes syriennes franchissaient la frontière, les réactionnaires libanais fermaient le port de Jounieh, le rendant disponible pour un éventuel débarquement qui aurait pu être français.

suite p.7

Boulogne-Billancourt

2 MORTS, 12 BLESSES POUR UNE SURCHARGE

Jeudi, 13 H 35 : les employés du labo-photo de Carnaud-Basse Indre, rue Danjou, à Boulogne-Billancourt, viennent de reprendre le travail : une grue du chantier qui construisait un immeuble, à côté, s'abat. Il y a au moins deux morts (à 18 heures, ils n'étaient pas encore dégagés) et une douzaine de blessés.

«Erreur de manœuvre du grutier», dira la radio.

C'est vraiment voir les choses avec les yeux de Durafour ! Sur place, les ouvriers du chantier ont une autre version.

«Depuis plusieurs jours, la grue balançait de droite à gauche de manière inquiétante ; malgré les observations des ouvriers rien n'est fait».

Le grutier venait de prendre ses vacances le midi même. A sa place, le chef de chantier désigne un ouvrier inexpérimenté. Celui-ci proteste quand on veut faire porter à la grue une charge trop lourde. Mais le chef lui dit que ça va, il peut y aller, il n'y a rien à craindre. Et c'est alors que la grue bascule et s'écrase sur les bureaux à côté.

suite p.6

ITALIE

Avant les élections MILAN DANS LA CRISE

de notre envoyé spécial : Camille NOEL

voir p.8

OU VA L'ALLEMAGNE

La prison de Stammheim ; à l'image du régime

Pour terminer notre reportage, nous présentons ici des interviews du groupe d'opposition syndicale des usines Opel de Bochum, dans la Ruhr. Ces témoignages nous semblent importants pour plusieurs raisons.

D'abord, parce que toute la vision que nous avons été amené à développer sur la situation en Allemagne de l'Ouest, a surtout mis l'accent sur les moyens que la bourgeoisie allemande a mis en place pour perpétrer sa domination sur les masses, système directement répressif, carcan de l'organisation syndicale tenue en main par la social-démocratie... Cette politique rencontre des oppositions dans la classe ouvrière, qui pour ne pas être très étendues, n'en sont pas moins significatives ; il fallait en rendre compte, et pas simplement dans la simple mention des grèves spontanées, dites «sauvages», de 69 et 73.

Ensuite, l'exemple d'Opel-Bochum nous semble être l'expérience la plus avancée que nous ayons rencontrée ! Depuis six ans un travail de l'intérieur de l'usine a été entrepris par des marxistes-léninistes. Alors que dans de nombreuses autres usines, des expériences similaires avaient été tentées, et avaient progressivement échoué, à Opel Bochum en 72, puis en 75 une liste d'opposition syndicale animée par des marxistes-léninistes a été présentée et a remporté des sièges au point que lors de la dernière consultation elle a rallié près de 5 000 voix sur ses candidats et obtenus le tiers des sièges. Pour des candidats en butte à la répression patronale et aux exclusions du D.G.B., cela nous semble significatif.

Il existe en Allemagne un certain nombre de groupes d'opposition syndicale qui sont ainsi arrivés, malgré l'obstruction du DGB, à se faire élire. C'est une sorte d'échec que les chefs du DGB se sont vus ainsi infliger, alors que souvent les candidats élus sont des exclus du syndicat pour «sympathie avec le communisme» (ces exclusions ne visent aucunement les gens du DKP, parti révisionniste, qui est parfaitement toléré dans le DGB, et pour preuve de bonne volonté s'associe à toutes les chasses aux sorcières pratiquées dans le syndicat). Il est d'ailleurs caractéristique de l'opposition croissante à la politique des chefs sociaux-démocrates du DGB, que dans plusieurs usines ces derniers aient dû se résoudre à patronner plusieurs listes : celle des candidats sortants imposés par la tête du syndicat, celle de travailleurs syndiqués plus jeunes, plus combatifs proposés par leurs collègues d'usine. Ainsi par exemple, à Opel Russelsheim (près de Francfort), la liste II a obtenu la majorité au détriment de la liste sortante. Certes de tels succès ne témoignent pas toujours de prise de conscience toujours très claire de la nature de la direction du DGB : ils indiquent cependant que celle-ci n'exerce plus une hégémonie sans faille sur le syndicat.

AVEC LES SYNDICALISTES OPPOSITIONNELS D'OPEL-BOCHUM

Abdul et Klaus sont membres du Comité d'Entreprise d'Opel. Abdul travaille au montage et est porte-parole des travailleurs immigrés. Depuis 1972, il est syndiqué à l'IGM. Klaus en a été exclu et lutte pour sa réintégration au syndicat. Nous nous sommes entretenus avec eux sur le travail du GOG (Groupe de Syndicalistes Oppositionnels) et les perspectives pour l'avenir.

—Le Quotidien du Peuple : Depuis quand existe le GOG et comment avez-vous commencé le travail ?

—Klaus : Le groupe actuel a commencé à travailler de façon organisée dans l'entreprise au début des années 70. Un changement qualitatif dans la conscience des travailleurs était intervenu avec une première grève sauvage en 70 pour une prime de Noël. En 1972, nous nous sommes présentés sur une liste propre aux élections pour le Comité d'Entreprise. Puis en 1973, il y avait une vague de grèves spontanées, notamment dans l'industrie métallurgique. Le bilan de l'entreprise comme dans l'industrie automobile avait été très positif et en même temps, le syndicat avait conclu des accords salariaux très bas qui ne couvraient même pas l'inflation. A Opel, la grève n'était pas très radicale et en plus, assez mal organisée par rapport à d'autres entreprises. Nous n'avons pas réussi à créer un front politique contre les sociaux-démocrates du Comité d'Entreprise. Dans nos tracts, nous n'avons pas assez dénoncé leurs tentatives de briser la grève et nous n'avons pas réussi à contrôler l'ensemble du mouvement. A Ford (Cologne), par exemple, des gens conséquents ont politisé la grève jusqu'à la confrontation politique et l'affrontement avec les forces de répression. La police y est intervenue contre les ouvriers. Chez nous, à Opel, la lutte était menée sur une base économique. Le travail d'explication politique n'est venu que plus tard.

—QdP : Sur quelles bases politiques se développer le GOG et quelles sont les perspectives d'organisation syndicale ?

—Klaus : Le GOG n'est pas un parti politique mais un groupe, un front d'unité syndicaliste qui défend les intérêts des travailleurs et dont les membres ne sont pas uniquement des communistes, mais tous des travailleurs qui veulent lutter pour leurs intérêts.

—Abdul : Mais notre ligne, c'est la lutte des classes, et notre programme, un programme de lutte des classes.

—Klaus : Nous avons un programme en quatre parties. Une première partie qui comprend des revendications concrètes du personnel : amélioration des horaires de travail, amélioration des ateliers, cadences à la chaine, etc... La deuxième partie définit nos positions par rapport au BVG (loi sur l'organisation sociale de l'entreprise). Nous nous y opposons au rôle de partenaire social du Comité d'Entreprise qui, d'après cette loi, consiste à tout faire pour maintenir la paix sociale dans l'usine. Le troisième point concerne nos propositions pour l'amélioration du travail au Comité d'Entreprise. Dans la quatrième partie, nous développons des revendications syndicales générales des travailleurs allemands. Cela ne se borne pas au personnel d'Opel, pour organiser la lutte des classes en RFA, le droit de grève générale, par exemple, et l'égalité des droits pour les travailleurs allemands et immigrés. C'est dans la deuxième et la quatrième partie que nous nous démarquons fondamentalement des sociaux-démocrates.

—QdP : Avez-vous des revendications plus directement politiques, par exemple, la lutte contre la limitation des droits démocratiques ?

—Klaus : Le GOG ne peut pas remplacer un parti communiste. Il y a des communistes avec nous, la plupart inorganisée, mais le groupe ne se donne pas pour but de promouvoir le socialisme et la révolution mais d'arriver à propager la lutte de classes dans le syndicat. Bien sûr, nous avons aussi des devoirs politiques car nous estimons qu'un syndicat doit être politique. Nous avons fait des tracts contre la répression au Chili, les interdictions professionnelles et nous essayons d'ouvrir le mouvement vers l'extérieur. Mais notre problème reste à savoir comment nous organiser pour l'avenir parce que nous n'avons pas encore de conception très claire et pas de parti qui nous soutient. Nous ne désirons ni être un syndicat révolutionnaire autonome, ni avoir simplement une ligne de lutte de classes dans les syndicats actuels, sans proposer d'alternative d'une nouvelle organisation syndicale.

—Abdul : Nous essayons de mettre en contact tous les groupes de syndicalistes oppositionnels. Opel-Bochum est la forme la plus avancée jusqu'à maintenant. Nous tentons de faire l'unité. Mais c'est facile pour les intellectuels de parler d'unité dans leurs livres. Pour les ouvriers, c'est une question de vie ou de mort. Nous essayons de faire quelque chose dans la pratique, mais c'est difficile. Il manque un véritable parti communiste.

«LE CHANGEMENT DÉPEND DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DANS LE SYNDICAT»

Rainer J., ouvrier à Opel-Bochum depuis 1969, a été élu en 1975 au Comité d'Entreprise par la liste du GOG (Groupe de Syndicalistes Oppositionnels). Il a 31 ans, est marié, a une petite fille. Rainer a travaillé au triage des wagons et à l'assemblage des cargaisons jusqu'au moment où un accident lui à coûté une jambe.

Le Quotidien du Peuple : Comment es-tu arrivé au GOG ?

Le groupe existe depuis 1972. Je l'ai rejoint en septembre 74. Auparavant, j'avais été membre des Jusos (jeunes socialistes). Mais je ne voyais plus de sens dans la politique du SPD et depuis je milite au GOG.

QdP : Quels sont tes rapports avec tes anciens amis et comment ont-ils réagi quand tu t'es présenté sur la liste du GOG ?

Beaucoup m'ont traité d'anarchiste parce que j'avais quitté le SPD. Il y a beaucoup de Jusos qui pensent comme moi, mais ils n'osent pas attaquer ouvertement le SPD. La raison la plus importante est le manque d'alternative en Allemagne. Les autres forces sont très morcelées.

QdP : Comment les travailleurs voient-ils la propagande de consensus social de la cogestion ?

Les travailleurs ne sont plus dupes de la propagande gouvernementale depuis les accords salariaux de 4,5 % qu'ils ressentent comme un vol. La valeur de leur force de travail diminue pour faire monter la courbe de profits du patron. La cogestion ne provoque pas de grandes discussions à cause du manque d'illusions des travailleurs à ce sujet. En plus, beaucoup ont fait déjà l'expérience. Ils étaient mineurs avant et ont pu apprécier la cogestion quand tous les puits à Bochum ont été fermés. (Appliquée depuis 1951 dans les mines et la sidérurgie, la cogestion a été élargie cette année à toutes les entreprises de plus de 2000 personnes).

QdP : Comment les travailleurs voient-ils la perspective d'une grève ?

Après la grève de 73, la direction d'Opel avait licencié les ouvriers les plus combatifs et créé ainsi une psychose d'angoisse. Les travailleurs ont peur de perdre leur emploi. 80% sont en principe d'accord pour la grève, mais il manque le peloton de tête. Et le syndicat essaie d'apaiser les esprits en promettant déjà avant la fin des négociations salariales, de rentrer en négociations en septembre. De toute façon, le syndicat ne veut pas de grève qui lui coûterait cher. C'est un organe capitaliste. Il préfère investir l'argent ailleurs.

QdP : N'y a-t-il pas de critiques du rôle capitaliste de la direction du syndicat par les travailleurs ?

Les travailleurs le réalisent parfaitement, mais ils ont une attitude fataliste vis-à-vis de cela. Ils ne voient pas de perspective dans la lutte syndicale et ils y restent par tradition aussi. Ils ne comprennent pas que le changement dépend aussi de leur propre lutte au sein du syndicat.

QdP : Que pense le travailleur allemand des travailleurs français qui font plus souvent grève ?

— D'abord, la presse bourgeoise ne communique rien sur les grèves en France. Par exemple, une usine à Strasbourg qui livre du matériel à Opel, était pendant longtemps en grève. Ici, on n'en parlait pas. D'autre part, le travailleur allemand pense des autres en France ou en Italie que ceux-ci sont plus prêts à la lutte car ils ont moins d'acquis sociaux, que c'est une situation différente etc...

— Est-ce qu'il y a à part l'idéologie de collaboration de classe, une force répressive sur les syndicalistes oppositionnels actifs ?

— Les oppositionnels les plus actifs ont été exclus du syndicat, souvent à vie. Et on retient leurs noms sur une sorte de liste noire que le journal de l'IG Metall (Fédération Syndicale de la Métallurgie) publie chaque année, ce qui permet aux patrons de connaître les bêtes noires et de ne pas les embaucher. Chez nous, la police secrète s'est infiltrée, mais on l'a remarquée. Le syndicat a dû réagir pour ne pas perdre la face. 6 camarades qui se sont présentés aux élections pour le comité d'entreprise sur la liste du G.O.G. ont été exclus à vie, 5 autres se sont vus privés de toute fonction dans le syndicat pour un certain temps. Le syndicat ne les a pas tous exclus à vie. Il a tenté ainsi de diviser le groupe, mais jusqu'alors, il n'a pas réussi.

LA COALITION GOUVERNEMENTALE EN EQUILIBRE INSTABLE

Giscard a voulu, lors de son entretien avec Chancel, afficher une parfaite sérénité, pour tenter de dissiper les effets de «l'agitation parlementaire» qui malmènent son projet de loi sur les plus-values. Cette loi, qui jusqu'à mercredi soir était présentée comme un projet capital dans l'œuvre réformatrice du président, était brusquement ravalée au rang de réforme fiscale de seconde zone. Quel aveu d'échec !

Malgré ce désintérêt affecté, pour la taxation des plus-values, Giscard affirmait que la loi serait votée et laissait entendre qu'il ne se laisserait pas dicter sa conduite de l'UDR. Mais il ne peut pas masquer que plus de deux ans après son élection à la présidence, il n'a toujours pas la marge de manœuvre suffisante au parlement, il reste dépendant, pour une large part, du bon vouloir de l'UDR.

L'avertissement envoyé à l'UDR a-t-il été entendu ? Bien que Labbé prétende qu'il ne s'est pas senti visé par les déclarations présidentielles, il ne fait pas de doute que l'UDR devra modérer la petite guerre parlementaire qu'elle mène contre le projet d'imposition des plus-values. Chirac lui a nettement signifié au cours de la réunion du groupe parlementaire qui se tenait après l'entretien télévisé de Giscard. Le premier ministre a déclaré devant son groupe : *«Je suis solidaire et l'ai toujours été de votre groupe et de votre mouvement, mais il est nécessaire que vous compreniez que la lutte s'est déplacée sur le terrain politique et qu'un comportement systématiquement négatif serait mortel et suicidaire»*. Et il a demandé que le vote final intervienne mardi 22 juin. Cette insistance de Chirac n'est certainement pas étrangère aux pressions de Giscard qui n'a pas écarté l'éventualité d'un remaniement ministériel à la rentrée et un changement de premier ministre si Chirac n'amenait pas l'UDR à plus de coopération. Pour faire pression sur l'UDR, Chirac dispose, entre autres armes, du projet d'alliance Républicains Indépendants/CDS, que Lecanuet a à nouveau ressorti hier.

Alliance qui, en cas de primaires entre les partis de la coalition gouvernementale pourrait coûter plus d'un siège à l'UDR.

Pression parlementaire de l'UDR et menaces pour les prochaines élections d'un accord RI/CDS, amènent l'établissement d'un équilibre instable dans la coalition gouvernementale, et une situation de crise quasi-permanente qui révèle la faiblesse actuelle du pouvoir.

GISCARD DANS LA PRESSE

Dans son entretien télévisé Giscard d'Estaing s'est montré égal à lui-même, c'est-à-dire méprisant pour les travailleurs qualifiés d'impulsifs, d'une part, et d'autre part bien incapable de préciser son projet politique. C'était une bien piètre exhibition et qui n'aura convaincu personne en particulier quand le président a prétendu que tout est calme en France. Pour dissiper cet effet déplorable, la presse aux ordres s'est employée à repêcher l'intervention de Giscard. France-Soir brandit les résultats de son sondage télévision et annonce 55,1 % de téléspectateurs pour Giscard. La plupart des autres journaux s'accordent pour trouver à Giscard une stature d'homme d'Etat *«une lucidité qui ne va pas sans froideur ;... une énergie qui donne une nouvelle stature à l'homme d'Etat»*. (L'Aurore)

Pour le Figaro, *«le président de la République a marqué des points»* sur un *«thème essentiel» «celui du calme manifeste où vivent les Français»*. Quant aux Echos, le ton est tout aussi élogieux : *«En affirmant ces résolutions, M. Giscard d'Estaing atteignait un certain ton gaullien, prenant de la hauteur par rapport aux querelles subalternes et montrant qu'il était le seul à tenir solidement en main les rênes du pouvoir»*. «Le Monde» marque également sa déférence en reconnaissant un certain *«talent»* à Giscard, mais fait toutefois remarquer que la «sérénité» de Giscard est surprenante devant le sort réservé à sa réforme des plus-values.

Procès d'Aléria

VERDICT LUNDI

Les plaidoiries des avocats de la défense ont commencé hier, devant une salle aussi comble lors de chacune des audiences de ce procès qui dure depuis un mois. Les plaidoiries se poursuivent aujourd'hui, et lundi, les accusés eux-mêmes interviendront. Le verdict devait être connu lundi soir.

C'est bien plus en tant que Corses, défenseurs de la lutte de leur peuple, qu'en tant qu'hommes de robe, que les avocats du collectif de défense ont choisi de plaider. Les premières interventions, celle de Me Felli pour Sicurani, de Me Stagnara et Santoni pour Pierre Susini, de Me Cesari pour Fieschi et Tirroloni, n'ont pas failli à la règle. La vie même de Pierre Susini, blessé par une grenade offensive au moment de l'assaut, et pourtant inculpé pour *«participation à une bande armée»*, telle que la relatait Vincent Stagnara, montrait que ce procès est bien plus celui de *«l'action ponctuelle d'Aléria» : «Vos rapports de police font de Susini un «homme de main». Le rapport fait sur lui après les manifestations d'Ajaccio indiquait que le seul élément négatif à retenir contre lui était ses idées autonomistes ! La vérité, la raison pour laquelle il était à Aléria, pour laquelle il n'a rien d'un homme de main, c'est sa vie : Pierre Susini est un jeune paysan, né dans le Fiumorbu, dans ce haut lieu de la résistance de notre peuple. Il acquiert 12 hectares en 67, dans la plaine. En 68, il demande un prêt. Alors que les colons obtiennent des dizaines de millions aussitôt leur demande faite, il lui faudra attendre 1975 pour espérer l'obtenir ! Ses 12 hectares, le Crédit Agricole les lui fait rétrocéder, pour manque de garantie ! Et sur ses terres, c'est un pied-noir qu'on installe...»*

A ce niveau, l'argumentation de la défense a du poids, le poids des luttes menées en Corse. Mais d'où vient ce malaise qu'on ressent, au fil des interventions ? Peut-être des éloges continuels faits à la Cour, de cette phrase qu'un avocat lui adressait : *«Vous nous avez donné un magnifique exemple de ce qu'est la justice : intelligence sans passion»*. Certes, la Cour de Sûreté de l'État a donné la parole à tous les témoins, permis toutes les interventions, mais cette illusion de liberté, de courtoisie dans les dialogues, avait-elle un autre but que de masquer la fonction de la Cour de Sûreté, de faire oublier que le verdict ne dépend que de la décision du gouvernement.

Devant le recul que marquait le réquisitoire mielleux de l'avocat général, la défense a choisi de «faire semblant» de jouer le jeu. Ce qui donnait cette péroraison de Me Santoni : *«Qu'elle jaillisse, la flamme de votre sentence, dans la chaleur de la fraternité retrouvée !»*

Lundi, ce seront les accusés eux-mêmes qui prendront la parole. A travers les déclarations de ces hommes qui ont prouvé leur volonté de lutte, à travers les paroles d'Edmond Simeoni, que tant de travailleurs corses attendent, ce devra être la voix des luttes populaires qui devra s'exprimer.

Eric BREHAT

LECANUET FAIT DESSAISIR CHARETTE DU DOSSIER «MARTINI»

Le dossier sur la publicité «Martini» a été retiré au juge d'instruction de Béthune, Patrice de Charette, suite à une intervention du ministère de la justice. Après avoir inculpé Chapron, PDG de «Huiles, goudrons et dérivés» pour l'accident du travail mortel qui y était survenu, puis Hecquet, directeur des Houillères du Nord, Charette a en effet inculpé Rossi di Montalera, PDG de «Martini», pour infraction à la réglementation sur la publicité des alcools.

En effet, pour un alcool de la troisième catégorie, comme le Martini, la seule publicité autorisée est : le nom de la marque et une photo de la bouteille. Or, la publicité du Martini comporte en plus un slogan : «Prenez la vie comme un Martini». Le prétexte, ce serait une publicité pour le «bitter Martini»... Ce n'est qu'un exemple parmi les nombreuses infractions à la législation.

• *Marchais avait pourtant bien pris un ton d'archevêque, l'autre soir, à Lyon ! Mais ça n'a pas suffi. C'est avec un «non» poli que les évêques de France ont repoussé ses avances :* «L'église ne se situe pas dans le champ politique comme un parti, ni ses membres comme une force d'appoint. Les catholiques savent que, s'ils ont à faire leur choix dans ce domaine... ils doivent le faire en cohérence avec leur foi». *Prise de position jésuitique qui esquive les contradictions qui partagent l'église.*

STOLERU AUX CADRES : VOTRE RÔLE EST DÉTERMINANT

Avant la rencontre qu'il organisait jeudi soir au palais des congrès, pour informer les cadres sur sa «réforme de l'entreprise», Stoléru a déclaré : «Rien dans nos projets ne peut vous choquer». Il a ajouté : «Le rôle des cadres est déterminant dans la revalorisation du travail manuel». Certes ! Le rôle de bien des cadres est de trouver les moyens pour intensifier le travail manuel, ou faire respecter cette intensification. C'est ainsi qu'un certain nombre d'entre eux ont mis au point les méthodes d'organisation du travail maintenant appelées «revalorisation».

communiqué

Le Comité de soutien à Roux s'est réuni hier soir et a décidé de mettre au point un meeting théâtre, variété, débat. Toute personne pouvant apporter à la réunion, ce vendredi soir, photos, documents doit venir au :
177, rue de Charonne - Mº Alexandre Dumas - Salle Ageca
Toute correspondance ou aide financière doit être envoyée également au comité de soutien à Roux et Colombs : 9 rue Bréguet - 75011 Paris.

• *Les projets d'Haby sur l'enseignement ont été précisés en conseil des ministres. Ils comportent notamment l'introduction de l'éducation manuelle en sixième et en cinquième (balayage des salles de classe ?), diminution d'une heure trente par semaine en sixième et cinquième.*

en bref... en bref...

• LIBÉRÉ... POUR ÊTRE À NOUVEAU POURSUIVI : ***Un jeune insoumis, François Feutren, est à nouveau poursuivi, pour «refus de porter l'uniforme». François Feutren, venait juste de sortir de la prison de Fresnes, où il venait de «purger» la peine de 17 mois de détention à laquelle l'avait condamné un tribunal militaire. Il est aujourd'hui incarcéré à la caserne Guynemer de Rueil Malmaison. Sa mère, qui a exigé de le voir, s'est vu répondre qu'une circulaire ministérielle indiquait que les insoumis ne devaient pas passer plus de 21 mois en prison. Autrement dit, cette circulaire fixe à 21 mois l'emprisonnement des insoumis, en dehors de toute décision judiciaire !***

• Alain Poher a été réélu président de l'Association des Maires de France, par 7 500 voix contre 2 856 à la candidate du PS. Contrairement à l'habitude, il n'y a pas eu unanimité, un certain nombre de maires critiquant ceux qui, en tant que maires, critiquent le gouvernement pour sa politique à l'égard des communes, et qui en tant que députés ou sénateurs le soutiennent.

LUTTES OUVRIÈRES

UNE NOUVELLE JOURNÉE D'ACTION À RHÔNE-POULENC

Contre les licenciements, les mutations, les lock-out, la baisse du pouvoir d'achat, les travailleurs de toutes les usines Rhône-Poulenc S.A. en France ont manifesté hier dans deux villes où Rhône-Poulenc doit licencier : Péage-de-Roussillon pour le sud de la France et Cauchy pour le nord. A Péage, 2000 travailleurs venus de Grenoble, Valence, La Voulte, Belle-Etoile, Vaise, CTA ont manifesté devant les bureaux de la direction. Après les licenciements dans le textile, Rhône-Poulenc vient d'annoncer le licenciement de 500 chercheurs dans RP-Industrie ainsi que le licenciement collectif de tous les travailleurs de plus de 60 ans. Face aux 515 licenciements prévus à RPT-Péage et qui deviendront effectifs avant les congés d'été (en juillet), la situation reste inchangée : les manifestations se succèdent. Mais le rapport de force aurait pu être renversé en faveur des travailleurs par une grève prolongée sur tout le trust RPT si les directions syndicales ne s'y étaient pas opposées. Dans un tract diffusé hier, la CFDT déclare : *«Nous avons fait une analyse critique des actions menées. Elles ont eu une certaine efficacité, la direction a dû en tenir compte. Mais elles sont insuffisantes pour faire reculer Rhône-Poulenc. Nous avons fait des propositions d'action plus dures à la CGT. Il nous semble urgent de les mettre en œuvre. Il nous semble inopportun de privilégier le mot d'ordre de nationalisation, car d'ici-là, nous serons tous licenciés».* L'opération de la CTA, il y a un an, où le PCF avait réussi, par l'intermédiaire de la CGT à désamorcer la lutte contre les licenciements (et aujourd'hui presque tous les travailleurs sont partis) risque de se renouveler à Péage. Le «rallye des bradés de Giscard», à l'initiative de la seule CGT, qui doit passer à Péage-de-Roussillon sera plutôt pour cette ville celui des luttes bradées !

Corresp. Lyon

PROCÈS DE DIX TRAVAILLEURS DES FILATURES DE LA VOLOGNE (LAVELINE, VOSGES)

LA JUSTICE DE CLASSE A L'OEUVRE

Suite de la une

L'idée qui prédomine dans les sections syndicales CGT et FO, c'est qu'il ne faut pas faire trop de bruit, que les choses se calmeront ainsi toutes seules. Témoin, ce tract où ils déclarent : *«Nous ne vous demandons même pas de poursuivre vos actions pour soutenir ces quatre ouvriers et montrer votre mécontentement»...*

Cette attitude laisse à la bourgeoisie les mains libres pour frapper et, en même temps, mener comme elle l'entend la restructuration des secteurs comme le textile ou les dérivés du bois qui occupent une part importante dans les Vosges.

DES CONTRADICTIONS APPARAISSENT

Mais, des contradictions sont apparues. Beaucoup de travailleurs syndiqués à la CGT, trouvent qu'elle ne fait pas grand chose pour les défendre. En ne faisant aucune proposition pour lutter contre la répression, en cautionnant de fait les idées fausses, les révisionnistes du P«C»F à la tête de la CGT, ont une part importante de responsabilité dans cette situation, les travailleurs étant laissés sans perspectives.

UN PROCÈS DE CLASSE

C'est dans cette situation qu'intervenait donc le procès. Alors que les inculpés étaient appelés, le président du tribunal d'un ton sec interpellait l'un d'eux : *«Qu'est-ce que cette tenue ? Vous n'avez pas de cravate ? Vous n'avez pas de costume ? Je me demande si je ne vais pas vous envoyer chez vous pour vous habiller ! C'est un manque total de respect du tribunal».* Le jeune travailleur interpellé était vêtu correctement, mais le président voulait ainsi empêcher toute riposte, humilier dès le départ les travailleurs. Des remarques du même genre, il y en eut tout le long de la séance. Une fille fut même qualifiée *«d'égérie».*

Après une audition des témoins longue et ennuyeuse, l'avocat de la partie civile (de la direction) déclarait : *«La décision du 5 mai (jugement précédent) a été un soulagement, un apaisement, pour l'opinion... nous voulons vivre dans l'ordre et non dans l'anarchie... certains inspecteurs du travail ont compris qu'ils n'étaient pas des inspecteurs des grèves».*

Il demandait finalement la désignation d'un expert pour déterminer le préjudice causé, non par la grève, mais par l'action d'entrave à la liberté du travail !... En clair, c'est une demande de dommages et intérêts pour avoir fait la grève, car comment distinguer les deux choses ?

C'est finalement une atteinte au droit de grève lui-même. Le procureur demandait ensuite des peines de prison plus forte que la fois précédente (un mois et quinze jours).

SE DÉFENDRE C'EST CONTRE-ATTAQUER

Si l'accusation faisait de ce procès, un procès politique, ce ne fut pas le cas de la défense. Ce qui dominait dans la plaidoierie de l'avocat de la défense, c'est l'idée que la justice est au-dessus de toute classe et qu'un groupe actuellement au pouvoir veut s'en servir à son profit. Et la seule justification à la fermeture des portes, c'est *«pour éviter l'affrontement avec les non-grévistes».*

Le jugement est mis en délibéré et sera rendu le 30 juin. Rien ne garantit que d'autres attaques ne se produiront pas. Il est temps de riposter à la répression. Il est possible d'opposer un large front à la bourgeoisie, dans ce département durement touché par le chômage et les licenciements. L'affaire de Laveline, c'est l'affaire de tous les travailleurs vosgiens.

Marcel MEYER

IDEAL STANDARD (Dammarie-les-lys) : 8e MOIS DE GREVE

Les travailleurs de l'usine Ideal-Standard, à Dammarie-les-lys, dans la région parisienne, entament leur 8e mois de lutte contre la fermeture de leur usine. *Le 22 février, ils organisaient une journée «portes ouvertes».* Le 9 juin, il y a une semaine, ils étaient assignés en référés. Suite à cette assignation, un médiateur a été nommé provisoirement... jusqu'à la prochaine assignation, le temps que le dit médiateur rende ses «conclusions». Les tâches qui lui ont été fixées montrent s'il en était besoin, les buts que se fixe le patronat dans les semaines à venir.

Son rôle serait *«si besoin est de prélever les stocks nécessaires pour les besoins des autres usines du groupe».* Autrement dit, il s'agit d'enlever aux travailleurs un moyen qui certes, est bien insuffisant, mais un moyen qu'ils se sont donnés pour faire pression. La section CGT que nous avons vue nous l'a dit clairement : *«Nous nous y opposons !»*

De même une des attributions de ce monsieur va être *«d'examiner la question des mesures de sécurité»*... Quand on sait que la direction a attendu huit mois pour s'occuper de ce «problème» (qui en réalité n'existe pas), quand on sait qu'elle a licencié les travailleurs chargés de ce travail, on peut sérieusement se demander si tel est bien son souci !

Enfin, le médiateur désigné va être *«chargé de s'occuper des négociations en vue de l'établissement d'un protocole d'accord».* Cette proposition est jugée positive par la section CGT dans la mesure où elle marque un recul. Recul mais aussi manœuvre.

Jusqu'ici, l'ouverture de négociations, n'a été envisagée par le patronat qu'à condition qu'il puisse disposer librement des stocks et des locaux ! Bref, il s'agit d'amener la section CGT à négocier dans une position de faiblesse !

LES FINANCES : UNE QUESTION SÉRIEUSE

Mener une lutte de huit mois, c'est aussi tenir le coup financièrement. Il faut nourrir la famille.

Comment envisager ce problème ? La plupart des travailleurs touchent des allocations de chômage.

Cela signifie-t-il explicitement qu'on se considère déjà comme chômeurs ? Non pas, mais ici on pense qu'il faut se servir de ce moyen. La question de savoir s'il faut se *«payer sur la marchandise»* est aussi posée.

Jusqu'ici, il n'en a pas été décidé ainsi, non pas que *«ce serait dépasser la légalité»* mais ce n'est pas encore nécessaire vraiment. Mais dans quatre mois, *«on y pense bien sûr»*, dit-on ici.

Cela n'empêche pas que des collectes sont organisées dans les quartiers, aux portes des usines. Mais elles servent à payer le matériel de propagande. Les travailleurs s'efforcent que ce soutien de la population ne se limite pas à l'aspect financier mais que les collectes soient l'occasion de discussions. *«Sur chaque tract, nous expliquons l'importance et le but de ces collectes. Nous voulons que ce ne soit pas une solidarité gratuite, mais que les gens se sentent concernés»* dit-on souvent ici.

R. FEUILLET

LES ÉLÈVES INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES DE L'HÔPITAL DE RENNES EN GRÈVE

Mardi matin en AG, les élèves infirmières et infirmiers se sont mis en grève pour la rémunération des stages à temps plein, (seuls les P6 de 3e année ont une rémunération de 700F par mois de stage), pour que les stages ne soient plus du remplacement de personnel en congés. L'encadrement de stage n'est même pas assuré par manque de personnel. Un comité de grève a été élu pour représenter les grévistes auprès de la direction ; des contacts ont été pris avec les sections CFDT et CGT de l'hôpital qui appellent à une journée de grève de solidarité mardi.

La popularisation de la grève faite auprès des malades avec des pétitions a été accueillie très favorablement. Aujourd'hui vendredi, des tracts seront distribués sur les différents quartiers de la ville. Les grévistes ont également inclus dans leur plateforme des mesures contre la répression, comme la non-récupération des stages non faits pendant la grève. Pas de répression contre les élèves ayant des statuts de travailleurs en formation permanente, contre ceux ayant un contrat avec des hôpitaux.

Déjà la directrice a convoqué quelques élèves en leur disant : «Vous êtes sur la tangente pour votre examen, il faut que vous travailliez, etc...» Mais la popularisation et le soutien des travailleurs de l'hôpital, la menace de ne pas faire de stage cet été si la direction refuse les revendications des élèves, devra permettre de gagner.

LUTTES OUVRIÈRES

Le rallye des «bradés de Giscard»

KRASUCKI VEUT ETRE DANS LA COURSE

Un «Rallye des bradés» doit rassembler à St-Étienne, jeudi 24, des délégations de boîtes en lutte contre les fermetures. C'est pour Henri Krasucki une *«grande première de la vie syndicale et politique de notre pays»*. Il fallait y penser : alors que depuis des mois, à Idéal, chez Gambin, Griffet... les travailleurs cherchent à construire un rapport de force réel, voilà qu'un *«tour de France des luttes»* en tiendrait lieu ! Pourquoi donc lancer maintenant cette caravane CGT sur les routes ?

«EXPLIQUER COMMENT CHAQUE USINE EST VIABLE»

Tout un pan des explications confédérales CGT reprend les thèses du P«C»F sur la *«faillite organisée de l'économie nationale»*, s'en prend aux *«bradeurs de l'industrie»* (les trusts et le gouvernement). Comme lors des portes-ouvertes à Triton (Bagnolet) ou Chaix (St Ouen), mais cette fois grâce à des *«stands à roulettes»* seront exposées les «solutions» révisionnistes à la crise (relance de la consommation, nationalisations, notamment de la branche machines-outils...). Pour convaincre les travailleurs de s'engager dans le soutien aux licenciés, faudra-t-il donc agiter de la sorte le danger de la *«fuite de devises»*, la *«concurrence et la main-mise étrangère»* et s'accrocher au seul thème : *«notre usine est viable !»*, comme les candidats gestionnaires du capital supporters du Programme Commun.

UNE INITIATIVE DE DIVISION

Certes, un certain symbole de lutte réside dans le choix d'un rassemblement à Saint Etienne, devenue (par la présence du maire-ministre Durafour) *«capitale du chômage»*. Mais qu'en attendent donc les faux communistes qui dominent la Confédération CGT ? Des caravanes ouvrières, venues d'Orléans, Nantes, Bordeaux, Péage-de-Roussillon, Chalon-sur-Saône, les révisionnistes espèrent... un peloton d'adhésions au Programme Commun. Ils en ont bien besoin en effet, après l'insuccès des dernières journées d'action des 6 et 13 mai, le recul sensible aux élections professionnelles chez Renault (Flins, Cléon, Choisy, et même Billancourt et Le Mans), le peu d'écho des efforts en direction des jeunes sortant de CET cette année...

Le cavalier seul CGT

répond donc comme un écho aux derniers aléas des querelles CGT-CFDT et PC-PS (dont le récent Comité Confédéral National de la CGT lui-même a été traversé). Il vise à poser à tout prix l'organisation syndicale que dominent les révisionnistes en unique fédérateur des luttes !

UNE CERTAINE «COURSE», EN EFFET...

Marquées spécialement dans les luttes contre les licenciements, ceux dûs à la répression ouverte (B.E., Câbles, SEP...) ou aux coups du chômage (Réhault, Griffet, et même dans le Livre ou à la SNIAS !), les aspirations des travailleurs sont aux prises dans une certaine course avec les propositions révisionnistes : perspectives de lutte et d'organisation. Les travailleurs conscients de leurs tâches face à la crise veulent un syndicalisme de lutte de classe ; c'est sur ces bases que le recrutement à la CGT ne signifiera pas renforcement du révisionnisme ! Cela, des syndicalistes révolutionnaires, des ouvriers combatifs seront là pour le dire à Saint Etienne. Ils viendront, avec certains militants CFDT sans doute, exiger une réelle unité de lutte pour l'emploi, contre la répression...

D'ailleurs, parmi les deux cents délégations annoncées, et même parmi celles où le P«C»F sera le plus largement représenté, il y a une réelle volonté de *«ne pas se laisser tondre la laine sur le dos par le capitalisme»*. On retrouve une sorte d'obligation de lutter qui tenaille de nombreux travailleurs influencés par le révisionnisme. Les «rodéos» du Parisien Libéré, et notamment celui de Melun (voir QdP d'hier) montrent dans quelles contradictions naviguent aujourd'hui les révisionnistes dans la CGT.

Les espoirs déçus, les coups d'éclats sans lendemain : tout cela forge un point de vue, pousse davantage des syndiqués sinon à contester clairement déjà l'orientation du P«C»F dans la CGT, tout au moins à investir dans les initiatives confédérales bien autre chose que la *«défense du potentiel économique national»* ! C'est pour cela qu'à Saint Etienne, il n'y a pas seulement à demander des comptes à la Confédération : c'est bien, en effet, le moment pour que commence à s'exprimer, contre la nouvelle «foire aux luttes» révisionnistes, l'aspiration au développement et à la coordination des initiatives ouvrières !

Stéphane RAYNAL

en bref..

• LA CFDT A RENCONTRÉ LA FEN : *De nombreux syndicalistes CFDT s'étaient étonnés des déclarations récentes d'Antoine Troglic (secrétaire de l'UR-CFDT de Lorraine) qui parlait d'un rapprochement avec la FEN et FO. On apprend que la CFDT et la FEN se sont rencontrées «au plus haut niveau» mercredi 16 juin. S'agirait-il pour le PS, dans son souci de faire pièce au poids du P«C»F dans la CGT, de lancer le front des organisations de masse dans lesquelles il intervient ? Dans ce cas, à quand «l'unité» avec FO ? Il est vrai que déjà la CFDT et FO se retrouvent au sein de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) aux côtés du DGB allemand, de sinistre réputation. Cela n'est pas sans inquiéter bon nombre de syndiqués et d'organisations CFDT !*

• DES PATRONS EN PRISON : *Deux patrons d'une station de pompage, près de Concarneau, (Coïc père et fils), ont été condamnés respectivement à quatre et huit mois de prison avec sursis pour avoir oublié d'interrompre le courant d'un transformateur que Mr A. le Goc repeignait : celui-ci est mort électrocuté.*

• *Aux salins de Dax, deux ouvriers ont été tués en 1973 en travaillant avec des appareils électriques «délabrés». Le tribunal de grande instance a condamné le patron à dix-huit mois de prison (la CFDT s'était portée partie civile), mais le jugement a été mis en délibéré pour quinze jours...*

Le chômage, c'est aussi la répression

La répression, cette pratique bien connue des militants et des travailleurs est l'arme du patronat et du pouvoir pour lutter contre les revendications des travailleurs, mais elle est aussi d'une certaine façon une marque d'impuissance du pouvoir.

Cette répression revêt plusieurs formes différentes mais ayant toutes le même but : calmer l'ardeur combative des travailleurs, les diviser, leur enlever leur moyen d'expression : le syndicat.

On sait que le chômage est le moyen utilisé par les capitalistes pour juguler l'inflation en freinant les salaires et la consommation.

A ces effets bien connus du chômage, il faut ajouter la répression.

Les raisons dites économiques, motivant les licenciements pour restructurer, réorganiser l'économie sont un bon moyen également pour éliminer voire liquider les militants et adhérents des organisations syndicales gênantes.

Cela a été le cas ces dernier mois à Ganges aux Ets Flancel-Mailles, à Montpellier aux Ets D.L.M., à Union Matériaux et tout dernièrement à la Sometre à St-Martin-de-Londres.

Sans les assimiler au même procédé, les fermetures d'entreprises aboutissent au même résultat. Cela a été le cas notamment chez Astre, Vapal, Paulhan, Comsip, Socomatec, Floristyl, Cantou, Clio, etc...

Enfin le chômage a pour conséquence de porter atteinte à la stabilité de l'emploi par la déqualification, le travail saisonnier, temporaire, au noir, etc... et de toucher les catégories les plus vulnérables : les jeunes, les plus âgés, les femmes, les immigrés, les auxiliaires, etc... L'exploitation dans ces cas s'accroît et constitue de fait une forme de répression.

Le chômage, moyen de lutte du capitalisme est aussi une arme répressive utilisée par le patronat et le pouvoir contre les travailleurs.

Lutter contre le chômage, c'est lutter pour permettre aux travailleurs d'obtenir satisfaction sur leurs revendications essentielles, mais aussi, c'est lutter contre la répression, préserver et améliorer les droits syndicaux : moyen de lutte des travailleurs.

Extrait d'un bulletin de l'UR-CFDT de Montpellier.

300 «LIP» à la gare de Besançon

«Lip vivra»

Hier matin, à 9 h 40, près de trois cents «Lip», dont certains en tee-shirt rouge sur lequel était inscrit «Lip vivra», sont arrivés dans la gare de Besançon, juste avant l'arrivée du train de Paris. Ils ont tendu des banderoles à travers la voie et ils ont collé des affichettes sur les wagons et la locomotive et ils ont diffusé des tracts aux voyageurs. Sur les affichettes était écrit *«Lip vivra»*, *«4 000 chômeurs à Besançon»*, *«Défense de l'emploi»*. Ils ont lu plusieurs fois un texte au haut-parleur avant d'être interrompus par une sirène assourdissante :

«Les travailleurs de Lip, comme bien d'autres, réaffirment leur volonté de se battre avec tous les moyens dont ils disposent jusqu'à l'aboutissement de leur revendication, c'est-à-dire le droit au travail. Aujourd'hui, plus que jamais, les travailleurs de Lip crient bien fort : «Lip vivra». Merci de votre patience, nous vous souhaitons bon voyage !»

Correspondant Besançon

Fonderies Valsuani (Paris 14e)

7 SEMAINES DE GRÈVE CONTRE UN BAGNE

Dans le 14e, à Paris, une petite entreprise de fonderie d'art, Valsuani, emploie une quinzaine d'ouvriers, français et immigrés. Ils sont en grève, depuis déjà sept semaines (4 mai) car le gérant leur imposait un salaire en avril 76 inférieur à celui d'octobre 74 et des conditions de vie dignes du Moyen-Age : atelier comme réfectoire, un chauffage dangereux, vieux de plus de cent ans, pas d'installations sanitaires, pas de hotte d'aspiration, malgré l'emploi d'acides nocifs...

Leurs revendications, à l'initiative de la CGT sont : rattrapage de 10 % sur les salaires (bien que leurs pertes soient de plus de 20 % !), échelle mobile des salaires sur l'indice CGT, amélioration des conditions de travail (réfectoire, sanitaire, sécurité).

Face à la grève, le gérant ne propose que des réductions d'horaires (chômage partiel) et tout juste 1 % de plus sur les salaires. Il trouve même le moyen de résilier des commandes pour licencier et a demandé au tribunal des référés une ordonnance d'expulsion des grévistes occupant l'entreprise.

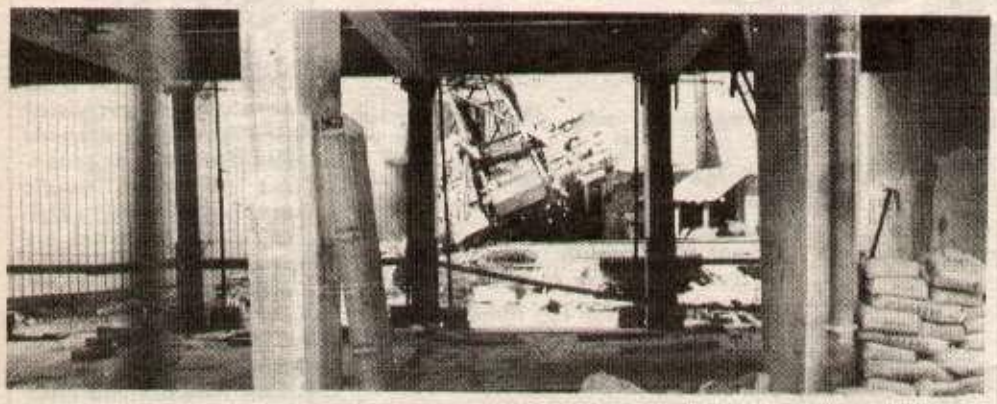
Valsuani doit payer ! Solidarité avec les fondeurs !

SEP (Bordeaux) : la solidarité s'organise

Le Comité de soutien aux travailleurs de la SEP, durement touchés par la répression, a décidé une série d'initiatives pour développer la solidarité et construire le rapport de force qui permettra la réintégration des cinq militants licenciés et la levée des menaces contre quinze autres travailleurs. Le samedi 19 juin, une journée d'information est organisée par l'Union des Métaux CFDT et le 25 juin, se tiendra un gala de solidarité. Les travailleurs de toute la région sont invités à y participer nombreux !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

2 MORTS, 12 BLESSÉS



D'après certains ouvriers, le chef était tellement conscient de sa responsabilité, qu'il se serait immédiatement enfui, sans demander son reste ! Le grutier est gravement blessé.

Dès la fin des heures de travail, de nombreux ouvriers de chantiers des environs accourent voir ce qui s'est passé. Ils discutent avec ceux du chantier où l'accident est arrivé. Les questions sont précises, les questions sont argumentées, avec force détails techniques à l'appui.

On compare avec d'autres accidents. La veille, à quelques centaines de mètres, Route de la Reine, un ouvrier est tombé d'une grue. Il a fallu l'évacuer en hélicoptère.

Dans ces discussions précises, on sent la colère contenue. Le bâtiment, trois morts par jour en France : non, les travailleurs n'accepteront pas ce record ! Ils imposeront la sécurité sur les chantiers !

SÉCHERESSE

La conférence annuelle agricole est le résultat de la loi de 1960 établissant la concertation entre le gouvernement et les syndicats agricoles et les chambres d'agriculture.

Pour ce qui était du programme officiel, il était mis au point de longue date : «Le statut de la femme rurale» et quelques points sur l'élevage. La situation des agriculteurs victimes de la sécheresse dans plusieurs régions est telle, qu'un certain nombre de parlementaires et de dirigeants agricoles ont fait mine de se préoccuper de la chose et ont insisté pour que des mesures soient prises. Hier soir, le gouvernement se décidait à mettre au point un plan. Cinquante millions de francs seront accordés aux victimes et trois «comités» sont mis sur pied : un à Paris et deux comités itinérants qui iront observer de visu les effets de la sécheresse dans plusieurs régions. Les exportations de fourrage seront limitées aux seuls pays du Marché Commun. Des mesures sont prises pour que l'Office de la Viande (L'ONIBEVE) soutienne les cours des viandes et des bêtes, cours qui s'effondrent actuellement.

Enfin, pas d'examen d'ensemble de la question au Parlement avant le 29 septembre, comme on pouvait s'y attendre.

Face au mécontentement, Giscard devait prendre des mesures, voilà qui est fait. Mais il faut y regarder de plus près. Ce ne sont pas les cinquante millions qui compenseront toutes les pertes subies. D'autre part, c'est dans les mois à venir que l'on pourra mesurer toutes les conséquences chiffrées de la sécheresse. Cet «empressement» à payer n'est rien d'autre qu'un habile stratagème pour payer le moins possible de subventions.

Amtec (Villeurbanne) : encore des délégués en référés !

Une fois de plus, la bourgeoisie s'en prend aux droits des travailleurs, aux libertés syndicales et réprime les délégués : hier jeudi, les délégués CGT et CFDT d'Amtec-France (Villeurbanne) étaient au tribunal des référés ; ils y ont été traînés à la suite de l'occupation depuis des mois de leur entreprise où l'emploi est menacé. Cette entreprise de machines-outils devait être liquidée, sans cette grève avec occupation. Des débrayages de soutien ont eu lieu dans les entreprises lyonnaises : mais la CGT n'envisage la popularisation de la lutte d'Amtec que dans le cadre de son «Rallye des bradés».

Communiqué ...

FÊTE À LA FAC DAUPHINE

avec des travailleurs d'une entreprise de la banlieue parisienne

VENDREDI 18 JUIN - 17 h 30 - métro : Porte Dauphine

3 FORUMS : Accident du travail - Répression patronale - Rôle des Cadres, et : *«Jules c'est aujourd'hui le 18 mars»* La Commune en 1871 et la vie en 1976 par la compagnie de la Goguette. Enfin musique, bouffe, guinche...

Des étudiants de Dauphine.

Lyon : 7 égouttiers intoxiqués par des émanations de gaz

A Lyon, sept égouttiers ont été victimes d'un malaise dû à des émanations de gaz toxiques. L'un est resté 24 H en réanimation. On a trouvé un taux anormal d'oxyde de carbone dans leur sang. Les causes probables sont : une pollution très forte dûe aux déchets toxiques déversés par les industries et l'interdiction par Pradel, maire de Lyon, de se servir des bouches d'eau pour nettoyer les rues à cause de la sécheresse. Habituellement, les gaz toxiques sont retenus par la nappe d'eau. Sous prétexte d'empêcher le gaspillage d'eau, on n'hésite pas à mettre la vie des travailleurs en danger !

Récit d'une travailleuse de Rond-Point Longwy

QUESTIONS AUTOUR D'UNE DELEGATION SYNDICALE

Ce samedi 12 juin les travailleuses du Rond Point (section C.G.T.) se rendaient en délégation auprès du chef du personnel (M. Marini) afin de protester contre l'atteinte au droit de grève (présence de flics au Supermarché pour intimider et faire pression sur les grévistes le 5 juin dernier) et aussi contre le licenciement d'une des travailleuses (qui avait distribué trop de timbres à une cliente ! l'équivalent de 10 F de ristourne !).

Etaient présents les délégués C.G.T. du bassin (Omi, Poli pour Longwy, Verdun et Nancy) et le conseiller général de Mont St Martin : Brigidi. - une dizaine de travailleuses du magasin dont la déléguée C.G.T. Mme Olmi et la jeune fille licenciée - des clients du magasin qui avaient été témoins la semaine précédente des menaces de la direction à l'égard du personnel - des déléguées C.G.T. des boites de la région de Longwy (Gilliers-Caillet).

Au début quand le délégué Olmi a pris la parole pour dénoncer la répression, l'absence de liberté syndicale dans la boite le ton était dur et menaçant. Le deuxième délégué de la boite de Verdun a continué sur le même ton en annonçant que les travailleurs de Verdun étaient prêts à soutenir énergiquement les travailleurs de Rond Point (Mt St Martin). Puis petit à petit le ton a changé ; le conseiller général de Mt St Martin Brigidi n'avait pas grand chose à dire et comme tout bon réviso qui se respecte il n'avait rien d'autre à proposer que de menacer d'écrire au préfet si le chef du personnel ne revenait pas sur sa décision ! Incroyable mais vrai ! (...)

Le ton menaçant qu'avaient pris au départ les délégués C.G.T. en s'adressant au chef du personnel est vite devenu patelin, doucereux. On a fait appel au côté «humain» du patron ! «Allons M. Marini soyez humain, l'erreur est humaine. Tout le monde peut se tromper! Voyons c'est une jeune fille. Si elle est licenciée elle sera au chômage. Moi aussi (dixit Olmi) je me suis trompé quand j'étais jeune - j'en ai fait des bétises ! tout le monde en fait ! c'est une jeune ! si c'était Mme Olmi (Olmi désigne sa femme qui a une dizaine d'années de plus que la jeune fille) vous auriez sans doute eu raison de la licencier car elle savait ce qu'elle faisait ! (sa femme a un rictus en entendant ces mots abjects !). Mais vraiment nous reconnaissons que la sanction de mise à pied de trois jours était largement suffisante». Autrement dit, punissez-là mais pas trop quand même - soyez humain !

Et puis un autre délégué a pris la parole pour rappeler au chef du personnel qu'il n'avait pas intérêt à se mettre à dos la clientèle du magasin (qui a été très choquée par son attitude répressive) car *«Monsieur Marini, réfléchissez-bien si vous réintégrez la jeune fille la colère s'apaisera et les clients ne bouderont plus votre magasin et donc vous aurez tous les soirs deux cent milles francs de plus dans vos caisses !»* La au moins c'est clair - il n'y a plus d'équivoque. Les révis ne cherchent pas vraiment à lutter contre le patronat qui exploite : il faut négocier pour éviter les conflits et si la direction accepte de discuter alors eux se portent garants que le chiffre d'affaire du magasin ne fera que s'élever !

(...) En partant Olmi a quand même fait semblant de menacer la direction de représailles si la travailleuse n'était pas réintégrée - puis après le départ de Marini, Olmi a parlé de possibilité de faire une manif. Dans Longwy-Mt St Martin persuadé que ce genre d'intervention déplairait à la direction de Rond Point.

L'affaire est à suivre. La direction ne révisera le cas que si la pression du syndicat est forte mais la C.G.T. est elle décidée à mobiliser comme elle le prétend ou bien abandonnera-t-elle la lutte ?

(...) Il faut que M.H. Boudoit soit réintégrée, que cette lutte permette l'unité des travailleurs (employés et clients - car les 21 caisses du magasins ne sont jamais toutes occupées et les clients font la queue pendant des heures - les caissières travaillent à un rythme souvent infernal en fin de semaine. Il faut se battre pour embaucher du personnel.

Nous t'invitons à nous faire part des développements de cette lutte. D'ores et déjà quelles ont été les réactions des filles de Rond Point et des clients eux-mêmes face à cette attitude de l'appareil C.G.T. ?

Les sujets du bac !

325 345 candidats au bac cette année. Jeudi matin, c'était l'épreuve de philo.

Entre midi et deux heures, devant le lycée Voltaire, à Paris.

Les sujets ?

—«Peut-on revendiquer ses droits sans consentir à ses devoirs ?»

—Moi, je n'ai pas pris ce sujet : je suis sûre que c'est un piège ! Ceux qui ont des idées politiques trop avancées peuvent se faire «sacquer» !

Puis le sujet n° 2 :

«Le travail peut-il être pour l'homme autre chose que le moyen de subvenir à ses besoins ?»

«Oui, c'est sûr, ce que la plupart des jeunes désirent, quand ils cherchent un travail, c'est quelque chose qui les intéresse, où ils puissent s'épanouir».

Quotidien du Peuple : Croyez-vous que la plupart pourront trouver cela ?

—Non, certainement pas : avec le chômage qu'il y a en ce moment, ils prendront ce qu'ils trouveront, pour pouvoir vivre.

QdP : C'est ce que vous avez mis, dans votre dissertation ?

—Ah non, surtout pas ! On nous aurait dit : hors sujet !

—Oui, il faut mieux ne pas trop dire ce qu'on pense dans des sujets comme ça !

A la sortie, était distribué massivement un numéro spécial de «Terminal», le «journal des lycéens», titré : «Que faire après le bac ?»

Voici les conseils qui y sont donnés *«en cas d'échec»* :

«A voir les statistiques du bac de ces dernières années, cette rubrique concerne malheureusement un peu plus de 30 % des candidats au bac de l'enseignement général et près de 40 % des candidats au bac de technicien...

Pour ceux qui entrent directement dans la vie active (qu'ils aient ou non raté le bac), une démarche s'impose : s'inscrire à l'agence locale pour l'emploi...

Pour les garçons, il est souvent préférable d'effectuer tout de suite leur service national...»

Paul GAUVIN

INTERNATIONAL

Afrique du Sud

SOULEVEMENTS DANS LA REGION DE JOHANESBOURG

Depuis plusieurs jours, les Africains manifestaient contre l'obligation qui leur était imposée de suivre des cours en afrikaner, la langue des racistes blancs d'Afrique du Sud. Avant hier, 10 000 manifestants descendaient dans la rue du quartier noir de Soweto dans la banlieue de Johannesbourg. La police a tiré sur la manifestation, faisant de nombreuses victimes, sans que des chiffres puissent être avancés encore. Dans la nuit, les manifestations se poursuivirent. Selon les chiffres annoncés par les agences occidentales, il y aurait à l'heure actuelle vingt morts.

Les Africains se soulèvent contre ces mesures parce qu'elles sont destinées à renforcer encore le pouvoir des racistes blancs, et par voie de conséquence l'apartheid. Ce qu'est l'apartheid : c'est le «développement séparé». Huit millions d'Africains sont obligés de vivre sur 13,7 % des terres ; les 86,3 % restant appartiennent aux quatre millions de blancs. Neuf millions de noirs y vivent et sont contraints de travailler pour rien. Dans les mines, le salaire d'un travailleur africain était de 22 rands par mois (monnaie sud africaine) quand il était de 399 rands pour un colon blanc.

Ces chiffres laissent deviner que l'essentielle occupation des racistes est de pressurer les africains et les autres «non blancs», notamment par une répression extrêmement violente : une des plus violente au monde. En une seule année, 97 personnes ont été pendues. Mais elle est quotidienne : toute infraction à la loi raciste, qui interdit l'accès des noirs en certains lieux, toute absence de papiers d'identité sont punies au moins d'une peine d'emprisonnement : il y a au moins mille trois cents prisonniers politiques en Afrique du Sud en vertu des lois contre le sabotage, contre le communisme, contre les associations illégales. Il faut y ajouter les millions de personnes qui emplissent les prisons pour avoir refusé les papiers d'identité, les déplacements forcés, tenu des meetings et organisé des grèves illégales, port d'explosifs, attaques contre la police.

Le soulèvement en cours, hier, à Soweto est la plus grande manifestation des Africains depuis 1960. A cette époque, les Africains manifestaient contre la nouvelle obligation qui leur était faite d'avoir des passeports pour se déplacer. La manifestation qui se tint alors à Sharpeville fut la plus importante et la plus violente : les racistes assassinèrent officiellement soixante-neuf Africains. C'était l'échec complet de la politique de développement séparé que refusent les Africains. Aujourd'hui, les émeutes de Soweto se tiennent dans une situation politique nouvelle : c'est toute l'Afrique australe qui bouge : l'empire portugais est tombé, le peuple de Zimbabwe s'est lancé à l'assaut du régime blanc de Rhodésie. Le peuple d'Azanie (Afrique du Sud) est décidé à entraîner dans la défaite le pilier le plus solide en apparence de l'impérialisme en Afrique que représente le régime raciste d'Afrique du Sud.

Dans les champs des colons blancs, les ouvriers noirs travaillent sous la menace du fouet

• ANGOLA :
Au cours du procès des treize mercenaires, leur chef, Costas Georgiou, accusé d'avoir assassiné ceux d'entre eux qui refusaient de se rendre au combat et d'avoir effectué des massacres, a dit être responsable des actes de ses co-inculpés et n'avoir pas respecté «les règles de l'honneur».

• ZAIRE :
Le Zaïre rencontre à l'heure actuelle ses créanciers à Paris pour reporter sa dette. Celle-ci s'était brutalement élevée avant 1974, quand le cuivre rapportait de coquets bénéfices : les entreprises étrangères ont installés de grands projets : une usine de Mirage, plusieurs aéroports, des routes, quand le Zaïre, de pays exportateur de produits alimentaires, se transformait en pays importateur. De décembre 73, les cours du cuivre passèrent de 1,5 dollar la livre à 94 cents en 74 et à 74 cents en 1975, au cours le plus bas. La plus grosse partie des emprunts effectués entre 72 et 74 devrait être remboursée entre aujourd'hui et 79. Ce que la chute du cours du cuivre interdit de faire au Zaïre.

• OEA : *La réunion des Etats américains sur les droits de l'homme qui s'est réunie au Chili se termine comme elle a commencé : en sinistre farce. La résolution n'exige aucune mesure concrète du gouvernement chilien et des autres régimes gorilles en Amérique Latine. Elle se contente de relever que les droits de l'homme sont violés au Chili ce que le Congrès américain lui-même était bien placé pour relever. Le délégué jamaïcain a violemment protesté contre cette résolution. Quant au Mexique, il avait refusé de siéger à Santiago !*

Giscard-Assad

ASSEZ DE MANŒUVRES

Suite de la une

Certes, les deux politiques ne visent pas exactement au même résultat : il s'agit, pour la France, de maintenir le statu-quo de domination des éléments réactionnaires sur le Liban, et, pour la Syrie, d'avancer dans son projet de fédération englobant la Jordanie et le Liban. Mais, dans les deux cas, l'ennemi est le même : les patriotes libanais et palestiniens. Dans les deux cas, les gouvernements agissent avec un feu vert de Washington, pour qui la liquidation de la Résistance apparaît désormais comme la condition sine qua non d'un réglement «pacifique» lui assurant l'hégémonie dans la région.

La réaction soviétique, nettement opposée à l'intervention française, largement tolérante, dans un premier temps, vis-à-vis de la Syrie, n'est commandée que par des raisons d'opportunité : dans le premier cas, se forger à bon marché un visage anti-impérialiste, en s'opposant à l'avancée américaine. Dans le cas de la Syrie, sacrifier les liens de l'URSS avec la Résistance, jugée d'avance (et à tort !) comme battue, au maintien de ses positions dans le régime de Damas.

Ce que Giscard va comploter avec Hafez el Assad ne doit cependant pas nous laisser indifférents : les troupes syriennes sont toujours au Liban, où elles ont même renforcé leur potentiel. La menace de débarquement français n'est toujours pas écartée. Entre ces deux forces, l'une et l'autre chancelante, une convergence peut se dessiner pour de nouvelles actions. Isoler l'intervention syrienne, empêcher que la France n'y prête main-forte, voilà les tâches urgentes qui nous reviennent.

LE PROCHE ORIENT A L'HEURE DES PALESTINIENS

Quinze mois de combats au Liban en ont apporté la preuve. Souvenons-nous : au commencement de l'affaire libanaise, un assassinat sauvage, par les réactionnaires phalangistes, de 26 Palestiniens : il s'agissait alors, pour les Etats-Unis, de lancer les milices fascistes libanaises contre la Résistance. La mise en échec de cette tentative par les efforts conjoints des Palestiniens et des masses libanaises allait conduire à un nouveau degré dans l'escalade : l'intervention de l'armée libanaise. Hélas pour ceux qui l'avaient organisée, elle devait aussi tourner à la déconfiture : plus de la moitié de cette armée, constituant l'Armée du Liban Arabe, se rangeait du côté des patriotes.

De retour de Moscou, le roi Hussein de Jordanie a eu le cynisme de déclarer : *«Je ne vois pas ce que les Palestiniens ont à faire au Liban»*. Chassés de leur pays depuis 1948 et 1967, par l'occupation israëlienne, ce peuple se voit aujourd'hui reprocher par celui-là même qui, en 1970, organisait contre lui les massacres de Septembre, sa présence dans un pays arabe voisin, d'où il ne demande qu'à pouvoir à organiser la lutte pour le retour dans sa patrie.

Mais septembre 70 est loin. Les conditions politiques dans le monde arabe, le rapport des forces entre la Résistance Palestinienne et ceux qui veulent sa destruction, ont changé.

Chars syriens à Beyrouth

L'intervention syrienne, s'effectuait dans un premier temps par l'intermédiaire des forces palestiniennes contrôlées par ce régime : Armée de Libération de la Palestine et Saïka. Aujourd'hui, la Saïka est en débandade, l'ALP ralliée dans sa totalité au combat palestinien. L'armée syrienne elle-même est gravement divisée par le rôle qu'on lui fait actuellement jouer au Liban : mutinerie d'un bataillon à Damas, refus d'obéissance sur le terrain, multiples arrestations d'officiers en Syrie, inefficacité générale du corps de bataille dépêché contre les patriotes libanais et palestiniens : les signes de craquement se multiplient dans un régime chaque jour plus fragile.

Comment les Fedayin peuvent-ils ainsi mettre en échec des forces aussi considérables, successivement lancées contre eux ? C'est que le rapport des forces politiques est, chaque jour, plus en leur faveur. L'unité arabe de la guerre de 1973, tout en mobilisant les masses et en se réalisant sous leur pression, était surtout des régimes bourgeois : positive contre le sionisme, mais fragile. Elle est en train de faire pas à pas place à une autre : l'unité des peuples arabes autour du peuple palestinien. Le processus, commencé au Liban, exalté par les perspectives ouvertes par les soulèvements massifs en Palestine occupée, peut, demain, gagner la Jordanie et la Syrie elle-même : les plans américains pourraient bien déboucher sur l'inverse du résultat escompté. Ceux de l'autre super-puissance, apparemment confortés par une telle situation, n'en seraient pas moins voués à l'échec : entre la libération de la Palestine et le maintien d'Israël, il faut choisir. Et Moscou a choisi la deuxième solution.

Jean LERMET

Liban

LES TROUPES SYRIENNES BOMBARDENT LES CAMPS

Les troupes syriennes consolident leur position dans les régions où elles sont présentes au Liban. Dans la Békaa, toutes les routes sont contrôlées, les principales villes sont, soient encerclées parce qu'elles sont tenues par les forces patriotiques, comme Baalbeck, soient laissées tranquilles parce qu'elles sont tenues par les forces réactionnaires, comme Zahlé.

Au Nord, bien que l'avancée des troupes syriennes ait été stoppée autour de Tripoli, elles continuent leurs bombardements et surtout sur les camps palestiniens de Nahr el Bared et Baddaoui, les deux camps palestiniens qui avaient été sauvagement bombardés par les Israëliens en novembre dernier. Dans la montagne, les Syriens ont attaqué une position tenue par l'Armée de Libération de la Palestine, ce qui montre que l'ALP est passée dans sa grande majorité du côté des forces patriotiques. A Faraya, les combats ont continué entre les forces patriotiques d'une part, les forces réactionnaires libanaises et les Syriens d'autre part.

Contrairement à l'accord passé entre le ministre lybien et le président syrien, les troupes syriennes renforcent leur position dans la région de l'Arqoub, au sud-est du Liban.

Le blocus alimentaire continue autour de Beyrouth et maintenant, c'est au tour de la ville de Tripoli de subir la même chose, pour son opposition à l'entrée de l'armée syrienne. A Beyrouth, les camps de Tell-el-zaatar, les quartiers populaires de Beyrouth ont été attaqués par les chars syriens, stationnés dans la montagne, au-delà de Sofar. Depuis les grandes batailles menées à Sofar et à Bhamdoum contre les troupes syriennes, il y a une dizaine de jours, celles-ci se sont arrêtées mais continuent leur bombardement.

INTERNATIONAL

Italie

MILAN DANS LA CRISE

L'AVANT GOUT DU COMPROMIS HISTORIQUE

De notre envoyé spécial Camille NOËL

Milan, ce n'est pas seulement le Dôme et ses beautés touristiques. Milan, c'est avant tout la métropole industrielle de l'Italie frappée par la crise et qui, à la veille des élections, est un peu, à elle seule, le reflet de la situation économique et politique de l'Italie d'aujourd'hui.

Si vous allez à la mairie, on vous dira que les usines milanaises ne tournent plus qu'à 65% de leur capacité de production et que l'an dernier le chômage à Embarti, région de Milan, a progressé de plus de 20%. Il faut aller dans les quartiers populaires de la ville pour comprendre ce que la sécheresse des statistiques officielles recouvre de misère et de détresse pour les familles ouvrières.

Les jeunes obligés de quitter l'école pour aider leurs familles à survivre, ne trouvent aucun emploi faute de qualification ; cependant que les femmes sont parmi les premières victimes de la crise, car celle-ci a très durement frappé les secteurs traditionnellement féminins, à commencer par le textile.

A peine ces secteurs commençaient-ils à redémarrer après la crise de 1970-1972 (qui vit la restructuration avec démantèlement des usines pour faire face à la concurrence européenne) que la crise générale de l'économie capitaliste venait s'ajouter à la crise spécifique à ce secteur.

Pour la seule année 1975, 10% des emplois du textile et de l'habillement ont été purement et simplement supprimés. Il convient d'y ajouter les réductions d'horaires pour les ouvrières qui ont pu conserver leur emploi.

Mais la chimie, la métallurgie, le secteur de la mécanique, n'échappent pas à la crise, et les ouvriers subissent les effets conjugués des licenciements, de l'augmentation des cadences et de la productivité. Car ceux qui partent ne sont pas remplacés, et rares sont les nouveaux emplois.

QUAND LES EMIGRANTS REPARTENT

Pourtant, Milan ne présente pas l'aspect d'une ville réellement frappée par le chômage. En effet, la classe ouvrière milanaise est historiquement partiellement composée d'ouvriers venus du sud sous-industrialisé. Il y a dans la région de Milan, un phénomène constant de migration accéléré dans cette période de crise. Les familles ouvrières vous l'expliqueront : non contente de supprimer leur travail aux ouvriers, la bourgeoisie milanaise les chasse quand elle les a mis au chômage. Le salaire moyen à Milan est de 200 000 lires par mois mais les loyers sont supérieurs à 100 000 lires, soit plus de 50% du salaire qui part dans le loyer. Alors, quand on est au chômage, que les allocations sont de 30 000 lires et que la vie augmente, on quitte Milan et on retourne dans le sud. Ces milliers de chômeurs qui s'organisent et luttent pour survivre à Naples sont les ouvriers qui hier travaillaient à Milan ou Turin.

Ceux qui ont pu conserver leur emploi sont soumis à un véritable chantage à la crise, de la part de la bourgeoisie mais aussi des syndicats. Mais cela n'a pas empêché la classe ouvrière milanaise de se mobiliser.

INNOCENTI : LE CHANTAGE À LA CRISE

La lutte a commencé à la fin de l'année dernière aux usines Innocenti, du groupe britannique British Leyland. La restructuration décidée par la direction devait entraîner la mise à pied de près de 4000 ouvriers, cependant que les horaires de travail des 500 emplois maintenus étaient réduits. 3000 ouvriers au plus devaient être réembauchés selon les prévisions patronales. Les ouvriers d'Innocenti se sont alors engagés dans une lutte d'ensemble : les licenciés pour le maintien de leur emploi dans l'usine, les autres ouvriers pour une augmentation de salaire correspondant à l'augmentation des cadences. La fédération des travailleurs de la métallurgie (SLM), avec prépondérance du PCI, et qui regroupe les fédérations des métaux des trois grands syndicats italiens, a brisé cette lutte en opposant les deux mots d'ordre de réintégration et d'augmentation. Pour la SLM, la situation de crise économique implique une discipline nationale de toutes les classes dans la limitation des revendications : ceux qui ont conservé leur emploi doivent, en travaillant, aider à la relance qui permettra la réembauche des licenciés. Ce chantage à la crise a eu l'effet escompté par les directions syndicales et le PCI. A Innocenti, la lutte a été brisée, et on ne parle plus aujourd'hui que de 2000 ouvriers réembauchés à l'avenir. Il en est de même pour les grèves spontanées qui ont éclaté à la Sargas, usine du trust Montedison, et à l'entreprise de produits alimentaires Fuiraventi.

LA ROUTINE SYNDICALE

Mais les ouvriers milanais ont fait l'expérience de la véritable nature de collaboration de classe des directions syndicales italiennes le mois dernier, lors de la négociation des conventions collectives, qui arrivaient à expiration. Les travailleurs se sont mobilisés afin de créer un rapport de forces favorable qui permette d'arracher au patronat la garantie de l'emploi et des augmentations de salaires. Les syndicats et le P«C»I ont alors utilisé une double tactique : ils laissaient les usines se couvrir de drapeaux rouges, mais réussissaient à prendre la direction du mouvement usine après usine et déclenchaient des grèves quotidiennes sans pour autant désorganiser la production. Le prolétariat milanais était enfermé dans des actions routinières qui n'empêchaient nullement les cadences d'augmenter. *«On a plus produit pendant cette période que durant les autres !»* nous affirment les ouvriers de l'usine métallurgique de la SALK. Les directions syndicales ont ensuite pu faire accepter par les ouvriers démobilisés les nouvelles conventions collectives dont certaines sont en retrait sur celles de 1973. Dans les usines où les travailleurs se sont opposés à ces manœuvres, les directions syndicales n'ont pas hésité à livrer au patronat les noms des éléments les plus actifs de la lutte : à l'ALFA, usine automobile, 18 délégués syndicaux combatifs ont été ainsi licenciés.

Cette volonté des directions syndicales de briser les luttes ouvrières, est fortement soutenue par la municipalité de Milan. Depuis les élections régionales de juin 1975, le P«C»I dirige avec le PSI la mairie de la ville, et il n'est de jour qui passe sans que la municipalité milanaise ne tienne des discours de crise sur la discipline nationale et l'effort de production. Discours qui se multiplient bien évidemment du fait des échéances électorales qui incitent le P«C»I à se présenter toujours plus comme le seul parti de l'ordre. Le parti de Berlinguer ne se contente pas de défendre à l'usine, l'organisation capitaliste du travail. En dehors de l'usine, il défend contre le prolétariat milanais, l'organisation bourgeoise de la société, comme le montre sa politique du logement.

LES OCCUPANTS DE MAISONS CONTRE LA MAIRIE

Il faut se rendre dans les maisons occupées par les travailleurs pour comprendre la stratégie globale du PCI, au niveau de la ville, la défense des intérêts de la bourgeoisie. La crise économique à Milan, a dès le début frappé le secteur de la construction, alors que de nombreux ouvriers à la recherche d'un emploi arrivaient dans la métropole industrielle. En 1973, le mouvement d'occupation des maisons vides s'est brusquement développé. En effet, le gouvernement, pour briser les luttes pour des augmentations de salaires, décidait de bloquer les loyers qui sont la part la plus importante des dépenses des ménages ouvriers. En retour, les propriétaires cessèrent les locations. L'ampleur du mouvement d'occupation était alors tel que les évacuations par la police étaient impossibles. La démocratie chrétienne, qui dirigeait la ville, décida de dresser la liste des occupants et d'attribuer des logements à certains d'entre eux selon des critères allant du salaire au lieu de travail et au nombre de personnes à charge. Il s'agissait bien évidemment de briser le mouvement en le divisant. Toutefois, il reviendra après les élections de juin dernier au P«C»I d'appliquer la tactique décidée par la démocratie chrétienne. La junte municipale PCI-PSI de Milan, à peine formée, se déclare décidée à faire respecter l'ordre public et, en noyautant les comités de quartier de l'«Union des occupants», réussissait dans un premier temps à ralentir le mouvement d'occupation.

Aujourd'hui, nous en sommes à la deuxième phase de l'offensive du PCI contre le mouvement. Les occupants des maisons nous expliquent : *«Nous sommes très souvent des ouvriers au chômage et nous ne pouvons payer les loyers, ni comme les ouvriers originaires du sud, partir dans une autre région, qui d'ailleurs ne pourrait pas nous fournir d'emploi».*

Alors, le PCI aujourd'hui bride le mouvement en accordant certains appartements vides de HLM à leurs occupants, mais en refusant de légaliser d'autres occupations lorsque celles-ci sont le fait d'ouvriers au chômage. Dans le même temps, la SUNIA (Syndicat révisionniste national des locataires) tente de faire admettre par les locataires que les loyers soient directement prélevés sur les salaires. Toutefois, derrière les discours sur *«les loyers payés sans souci»*, les occupants des maisons vides ont vu que ceux d'entre eux qui sont au chômage, sont directement visés par cette manœuvre qui, si elle réussissait, permettrait ensuite, de les faire expulser faute d'avoir pu payer un loyer. Ils ont repoussé la proposition de la SUNIA. Enfin, en exigeant que chaque occupant confirmé dans la possession du logement vide où il s'était installé, y demeure et ne le cède à personne d'autre, la municipalité cherche à contrôler le mouvement d'échange d'habitations occupées qui se développe sans qu'elle puisse s'y opposer. Mais, là encore, les ouvriers et les familles concernées ont refusé.

Des usines aux maisons occupées, les masses milanaises ont donc pu commencer à voir ce que signifie le «compromis historique» du PCI : une défense systématique des intérêts de la bourgeoisie italienne.

Camille NOËL

en bref...

• USA-AFRIQUE :
Les USA ont d'ores et déjà promis la livraison de douze avions F5 au Kenya, officiellement pour permettre au Kenya de se constituer une force de dissuasion contre les revendications territoriales de l'Ouganda et de la Somalie, équipés eux par l'URSS. En fait à l'aide des livraisons d'armes les États Unis et l'URSS cherchent à se soumettre les régimes africains et à travers eux, à assurer leur domination de l'Afrique, en dressant les pays les uns contre les autres.

• USA-URSS :
L'URSS aurait accepté de fournir aux pays membres de l'OTAN des données précises sur les troupes du pacte de Varsovie stationnées en Europe Centrale. C'est un élément nouveau selon les responsables de l'OTAN, qui permettent de poursuivre les discussions sur la réduction de forces en Europe, qui ont déjà tenu cent-cinq séances à Vienne (Autriche) sans résultat. L'OTAN avait déjà donné les statistiques concernant les forces au sol, qui s'élèveraient à 770 000 hommes dont 193 000 américains. Les soviétiques confirmeront-ils les estimations qui attribuent 925 000 hommes aux forces terrestres du pacte de Varsovie dont 460 000 Russes ?

en bref...

ENQUÊTE ET TÉMOIGNAGES

IL Y A QUARANTE ANS

par Camille NOEL

LE FRONT POPULAIRE

LA TACTIQUE DU FRONT POPULAIRE... REVUE PAR LE PCF

Demain : Un formidable mouvement de masse.

DU FRONT UNIQUE PROLÉTARIEN...

Lors de la Conférence Nationale d'Ivry du Parti communiste en juin 1934, Thorez, tenant compte de la base ouvrière de la SFIO, se déclare prêt, au nom du Front unique Prolétarien, à l'action avec ce parti : *«A tout prix nous voulons l'action. A tout prix, nous voulons l'unité d'action»*.

En août 35, devant l'Internationale Communiste, il précise : *«Pour l'instant, une minorité seulement de la classe ouvrière et du peuple de France se bat avec la ferme volonté d'établir le pouvoir des soviets. C'est pourquoi ce pouvoir ne peut constituer le but immédiat de notre lutte actuelle. Mais... nous pouvons et nous devons diriger la majorité du pays qui est résolue à éviter à tout prix l'établissement d'une dictature fasciste, nous pouvons et nous devons convaincre les masses, dans la lutte et sur la base de leur propre expérience de la nécessité d'aboutir à la République des Soviets»*.

La position de Thorez était juste, puisqu'elle soulignait que la lutte pour la démocratie servait la lutte pour le socialisme, en rattachant les intérêts immédiats du mouvement à ses intérêts à long terme : la dictature du prolétariat. C'est ce que soulignait Dimitrov : *«Nous voulons l'unité d'action de la classe ouvrière pour que le prolétariat devienne plus fort dans la lutte contre la bourgeoisie, pour qu'en défendant aujourd'hui ses intérêts quotidiens contre le capital agressif, contre le fascisme, il soit en mesure demain de réaliser les prémices de son affranchissement définitif»*.

A l'initiative du PC, le pacte d'unité d'action PC-SFIO de juillet 1934 prévoyait donc l'action commune pour la mobilisation populaire en vue du désarmement et de la dissolution des ligues fascistes, la défense des libertés démocratiques, contre les préparatifs de guerre impérialiste, et contre les décrets-lois, pour faire payer la crise aux capitalistes. Enfin, un comité de coordination est créé entre les deux partis, pour décider des modalités d'action commune. Dimitrov trouvait ce comité *«insuffisant pour entraîner les plus grandes masses à la lutte contre le fascisme»*. Aussi demandait-il aux communistes de créer *«des organismes de classe hors parti du front unique dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ouvriers, parmi les petites gens des villes et dans les villages»*. Ces organismes du Front unique sont *«indispensables pour la formation de centaines et de milliers de bolchéviks sans parti dans les pays capitalistes»*.

...AU FRONT POPULAIRE ANTI-FASCISTE

C'est en octobre 1934, que Thorez, à la veille du Congrès du Parti radical, lance le mot d'ordre du *Front Populaire de la Liberté, du Travail et de la Paix*. Pour Dimitrov, le Front Populaire devait intervenir sur la base du front unique prolétarien, et établir *une alliance de combat avec la paysannerie laborieuse et la masse fondamentale de la petite bourgeoisie urbaine*.

C'est sur cette base qu'il pose le problème de la tactique à l'égard du parti radical *«auquel adhèrent en nombre considérable la paysannerie travailleuse et les masses fondamentales de la petite bourgeoisie urbaine... mais la direction appartient aux agents du grand Capital. Bien souvent, la masse des adhérents ne connait pas la physionomie politique réelle de sa direction. Nous devons orienter nos efforts pour attirer, en dépit de sa direction bourgeoise, ce parti, ou certaines de ses parties, aux côtés du Front Populaire anti-fasciste»*.

D'Edouard Daladier du Parti Radical, à Maurice Thorez du Parti Communiste : le 14 juillet 1935, entente au sommet pour la formation d'un Front Populaire.

LA FRAGILITÉ DU FRONT

Si la discussion avec les directions de la SFIO et du parti radical se justifiait, il fallait dans le même temps, comme l'indique le secrétariat de la 3ème Internationale, proposer des perspectives claires à la base de ces partis afin d'y créer un courant de masse favorable à la direction du Front Populaire par le prolétariat, un courant qui, dans le cas de la SFIO, fasse pression sur la direction Blum et oblige les éléments anticommunistes de la direction à scissionner.

Mais, l'interprétation des directives de l'Internationale par le parti communiste français, tourne le dos à cet objectif. La discussion avec les directions de la SFIO et du parti radical est privilégiée par le parti communiste, alors que celui-ci néglige la constitution de comités rassemblant les larges masses de la classe ouvrière et ses alliés de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, sous la direction du parti du prolétariat. Le parti communiste cède devant le refus de la SFIO de constituer ces organismes de classe dont la création est préconisée par Dimitrov, il va se contenter de la formation de comités locaux ou régionaux, avec les délégués du parti radical de la SFIO et du parti communiste.

Dans ces conditions, la constitution du Front Populaire restera précaire, et celui-ci sera très sensible aux pressions de la bourgeoisie qui va s'accommoder assez aisément d'un Front Populaire où la direction du parti radical qui appartient sans ambiguïtés, à des représentants du grand Capital, conservera une grande marge de manœuvre.

LA 3e INTERNATIONALE ET LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

La riposte anti-fasciste de la classe ouvrière en France va s'appuyer sur les enseignements que tire la 3ème Internationale communiste de la montée de la «peste brune» en Italie et en Allemagne. En décembre 1933, la IIIe Internationale avait défini comme suit le fascisme :

«Une dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier. Le fascisme s'efforce d'assurer au capital monopoliste une base de masse au sein de la petite bourgeoisie, en faisant appel à la paysannerie désorientée, aux artisans, aux employés, aux fonctionnaires et notamment aux éléments déclassés des grandes villes, et tente de pénétrer également au sein de la classe ouvrière. Le fascisme, né au sein de la démocratie bourgeoise, est, aux yeux des capitalistes, un moyen de salut contre l'effondrement du capitalisme».

Partant de cette analyse, Georges Dimitrov, secrétaire général de l'Internationale Communiste, précise au VIIe Congrès de l'Internationale Communiste (août 35) les raisons de la victoire du fascisme : elle *«atteste la faiblesse du prolétariat, désorganisé et paralysé par la politique social-démocrate scissionniste de collaboration de classe avec la bourgeoisie, et, d'autre part, exprime la faiblesse de la bourgeoisie elle-même, qui est prise de peur devant la réalisation de l'unité de lutte de la classe ouvrière, prise de peur devant la révolution et n'est plus en état de maintenir sa dictature sur les masses par les vieilles méthodes de démocratie bourgeoise et de parlementarisme»*.

Et Dimitrov ajouta : *«L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie - la démocratie bourgeoise - par une autre forme de domination, la dictature terroriste déclarée. Méconnaître cette distinction serait une faute grave...* (tout comme) *sous-estimer l'importance que revêtent, pour l'instauration de la dictature fasciste, les mesures réactionnaires de la bourgeoisie qui écrasent les libertés démocratiques des travailleurs, falsifient et rognent les droits du Parlement, accentuent la répression contre le mouvement révolutionnaire... Quiconque ne lutte pas contre ces mesures réactionnaires et le fascisme grandissant, n'est pas en état d'entraver la victoire du fascisme, mais au contraire la facilite»*.

La victoire du fascisme, explique Dimitrov, n'est pas inéluctable, dès lors que le prolétariat mène le combat anti-fasciste en surmontant les deux raisons de sa défaite en Allemagne et en Italie : la collaboration de classe de la social-démocratie ; le faible développement des partis communistes, *«insuffisamment forts pour soulever les masses, sans et contre la social-démocratie, et les conduire ainsi à la bataille décisive contre le fascisme»*.

«La possibilité de prévenir la victoire du fascisme dépend avant tout de l'activité combative de la classe ouvrière elle-même, de l'union de ses forces en une armée combative unique luttant contre l'offensive du capital et du fascisme. Le prolétariat qui aurait réalisé son unité de combat, paralyserait l'action du fascisme sur la paysannerie, la petite-bourgeoisie des villes, la jeunesse et les intellectuels ; il saurait en neutraliser une partie et attirer l'autre à ses côtés». C'est le Front Unique Anti-fasciste, auquel le prolétariat français va se consacrer dès les lendemains du 6 février 1934.

Témoignage du dirigeant en 1934 du Comité Amsterdam-Pleyel de Lille*

Avant la victoire électorale, les masses s'intéressaient déjà aux modalités de formation du Front Populaire. Il y avait déjà eu des événements mobilisateurs, comme la guerre du Rif, l'occupation de la Ruhr, qui ont tenu les masses en éveil, contre le partage impérialiste. Puis il y a eu la crise, à partir de 1929, avec le chômage. Là, les masses aussi se sont mobilisées ; sur Lille, des comités de défenses des chômeurs se sont constitués, qui regroupaient presque tous les chômeurs, communistes comme socialistes ; ces comités se mobilisaient contre les saisies et les expulsions. Puis ils ont participé à la mobilisation populaire, sur Lille, contre les groupes fascistes. La municipalité socialiste a aussi participé à cette mobilisation : on prenait les bennes de la voierie, on était armés de bâtons et les policiers municipaux de Lille, majoritairement à la SFIO, avaient une attitude assez neutre face à cette mobilisation anti-fasciste des masses. Et puis les masses se sont aussi regroupées dans des comités contre le fascisme et la guerre d'Amsterdam-Pleyel. Contre les mouvements de droite, il y avait une unité de l'action, mais la méfiance des socialistes à l'égard des communistes persistait quand même. La conscience anti-fasciste des masses était entretenues par les mesures réactionnaires de Laval, la montée du fascisme dans le monde, les événements du 6 février 1934. L'union contre le fascisme, mais aussi les comités de chômeurs, tout cela a contribué à regrouper la classe ouvrière.

Cette union débordait d'ailleurs, dans certains cas, la classe ouvrière, pour s'étendre à des humanistes progressistes, notamment dans le cas des comités Amsterdam-Pleyel, même si le noyau actif était constitué par la CGTU et le PC. Ainsi, le comité Amsterdam-Pleyel de Lille, que je dirigeais avait dans ses rangs, un docteur, des architectes, des gens de tendance humanistes, tous anti-fascistes.

J'ai organisé un comité de quartier, en plus de celui de Lille, dans lequel j'avais deux membres des Jeunesses Socialistes. Mais cette mobilisation populaire a véritablement éclos avec la victoire du Front Populaire. Aux usines métallurgiques de Lille, il y avait des comités de lutte et d'action, pour les revendications, regroupant des syndiqués de la CGT (1), qui luttaient contre les licenciements et le chômage, en y adjoignant les mots d'ordre anti-fascistes. Pour eux, c'était déjà des combats associés.

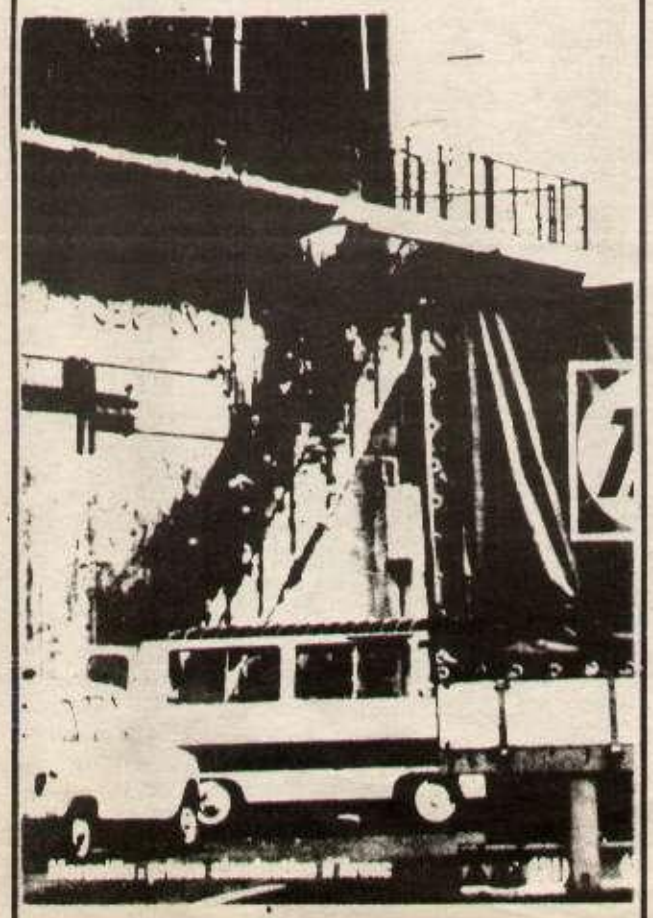
Un travailleur de Lille

(1) - *La réunification CGT-CGTU date de mars 1936.*
C'est salle Pleyel à Paris, que se tint la première réunion de ces comités anti-fascistes.

Parmi vos lettres

Si vous pouviez parler de cette carte postale dans le Quotidien ce serait bien. En vente 5 F les 10 au Comité Arenc - 2, rue Ph. de Girard - 13001 - MARSEILLE

Des travailleurs immigrés après enlèvement et séquestration par la police quittent la prison d'Arenc.



Voilà qui est fait. L'atteinte aux libertés à l'encontre de nos camarades immigrés a un aspect particulièrement odieux. Votre initiative est un excellent moyen de popularisation. Nous sommes d'accord pour la soutenir.

DERNIER SALUT A NOTRE CAMARADE

Quelle tristesse : un camarade vient de disparaître. Tout à l'heure nous l'avons accompagné dans sa dernière demeure. Ce camarade, mineur depuis très jeune, disparaît à l'âge de 50 ans, alors qu'il venait d'avoir sa retraite depuis quinze jours ; c'est clair que c'est le capitalisme qui l'a tué : plusieurs fois accidenté sur le chemin de la mine, au fond de la mine, traîné d'hôpital en hôpital, fatigué et usé, abandonné par ses camarades du P«C»F, trahi par la clique de Marchais. Combien de fois, nous l'avons vu dans le besoin avec sa famille parce qu'on voulait lui couper le gaz ou l'électricité. Aujourd'hui, devant sa dépouille, nous nous sommes recueillis à la manière des communistes, le poing levé ; ceux qui ont abandonné le poing levé, les faux communistes du P«C»F étaient absents aujourd'hui et n'ont pas bronché : pas un mot de leur parti sur le passé de lutte du camarade, pas un mot pour rappeler son combat dans les FTP, pas un mot pour rappeler le combat quotidien du camarade contre la classe capitaliste, pour un autre monde, pour une autre société.

Nous avons veillé à ce qu'il emporte avec lui pour toujours, les symboles auxquels il était attaché ; les effigies de Lénine et de Mao Tsé Toung.

Cette douleur à nous communistes, nous allons nous en servir, nous allons la transformer en énergie révolutionaire pour combattre encore plus résolument le capitalisme qui exploite, qui brime, qui mutile et qui tue, pour en finir avec cette société, pour construire un monde où les travailleurs ne mourront pas après quinze jours de retraite !

C'est pour cela que nous avons tenu à t'assurer jusqu'au bout de notre soutien fraternel.

Salut à notre camarade.

Section de Longwy
du PCRml

A PROPOS DES FILMS DE ROGER PIC SUR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Par bien des aspects, les deux lettres de lecteurs parues dans le numéro d'aujourd'hui contre l'émission de Roger Pic sur la Chine me semblent unilatérales et, pour tout dire, rédigées d'un point de vue erroné. Ces camarades de Martigues, le camarade Marc Huré, reprochent en somme à Roger Pic des choses qu'il reconnaissait lui-même dans l'interview accordée samedi à notre journal.

En particulier, sur la question de la nature de classe des contradictions en présence dans la révolution culturelle, dans la lutte contre Lin Piao, Roger Pic nous déclarait : *«Il y a certainement un grand manque d'explications sur ces contradictions, et il aurait fallu prendre le temps d'expliquer ce que représentait le révisionnisme, l'attitude de Liou Chao Chi, etc... Si j'avais à reprendre le film maintenant, j'essaierais de m'expliquer davantage sur ce plan-là».*

Je crois donc que, sur le fond des critiques justes qui peuvent lui être portées, il est assez clair qu'il se prononce positivement.

Facteur très important. Au reste, ne l'aurait-il pas fait, la question est cependant posée : des deux émissions passées à la télévision, ressort-il un point de vue d'ensemble favorable, ou au contraire opposé à la Chine ? Je réponds nettement : un point de vue favorable.

Alors, pourquoi des critiques outrancières, du genre de celles qu'on réserve en général à l'ennemi : *«On en vient à se demander si l'émission n'a pas été commandée par Lin Piao»* ; ou bien *«Roger Pic se montre bien complaisant pour la révolte fomentée par le Dalaï Lama»*. La lecture du livre paru aux éditions TF 1 - Presses de la Cité, où Roger Pic reprend assez fidèlement son émission, en fait rapidement justice :

«La grande campagne Pi Lin Pi Kong précipite définitivement dans les poubelles de l'histoire Confucius et Lin Piao» et *«le système social et religieux, traditionnel et féodal, dont l'autorité théocratique était incarnée en la personne du Dalaï Lama»*.

Quant aux critiques indiquant que le film ne met pas assez en avant le rôle des masses, je les trouve franchement injustes ; que ce soit à propos de la révolution elle-même, du Grand Bond en Avant, de la guerre de Corée, de l'avenir du socialisme aujourd'hui, Roger Pic n'a cessé de l'affirmer, de répéter à quel point Mao Tsé Toung y accordait une place primordiale. La conclusion même indique que *«Mao Tsé Toung, en s'appuyant sur la force irrésistible des masses populaires, n'a pas hésité à remettre en question les instances politiques de la Chine par une révolution continue»*.

Est-ce donc un langage qu'on a tellement l'habitude d'entendre à la télé ?

Quant à une prétendue *«exagération du rôle de Mao»*, qui conduirait Roger Pic à estimer, avec la bourgeoisie, que *«le jour de la mort de Mao, la Chine cessera véritablement d'exister»*, il en a fait justice lui-même : interviewé hier aux actualités de midi sur l'avenir de la Chine, il a nettement indiqué au journaliste qui cherchait à lui faire présenter ce point de vue : *«Les transformations révolutionnaires en Chine sont irréversibles»*.

Et puis, sur le rôle même du Président Mao Tsé Toung : la direction qu'il a exercée sur la révolution chinoise, l'apport de sa pensée au développement du marxisme-léninisme à notre époque, constituent des acquis extrêmement précieux du mouvement ouvrier, qu'il fallait effectivement souligner dans une émission consacrée à sa vie.

Pour terminer, je voudrais signaler le rôle que peuvent avoir de telles émissions, diffusées largement à la télévision, pour la connaissance de la Chine : un travailleur, qui n'avait aucune connaissance préalable, en est ressorti avec une idée positive. Je crois que des milliers d'autres auront été comme lui.

Jean LERMET

*

Solidarité avec le peuple sahraoui
Appel

Pour faire face à l'invasion des armées marocaines et mauritaniennes, une partie du peuple a dû s'exiler. Plus de 100 000 femmes et enfants vivent regroupés sous la tente en plein désert (...)

Face à cette situation dramatique un devoir de solidarité internationale s'impose pour aider le peuple sahraoui qui se bat pour son indépendance et sa liberté.

L'Association des amis de la R.A.S.D. a déjà envoyé au Sahara plusieurs tonnes de vêtements et de médicaments, mais cette aide doit être poursuivie : il apparait nécessaire et extrêmement urgent de recueillir des fonds destinés à l'achat de denrées prioritaires pour faire face à la situation actuelle (...)

Envoyez votre soutien, prenez contact à l'adresse suivante :

Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
BP 236 75264 Paris Cedex 06 - CCP 19303 94 K Paris

Besoins mensuels pour assurer la nourriture de base des 100 000 Sahraouis des camps de réfugiés

Farine (pour bouillies, crêpes, couscous)	600 tonnes
Sucre	300 tonnes
Thé	100 tonnes
Lait en poudre	300 tonnes
Huile	150 000 litres
Froment (pour pain)	200 tonnes
Haricots	120 tonnes
Lentilles	150 tonnes
Vermicelle	200 tonnes
Riz	400 tonnes
Viande en conserve ou séchée	360 tonnes
Fruits - dattes - fruits en conserve	250 tonnes
Jus de fruits	200 000 litres
Conserves de légumes - légumes déshydratés	200 tonnes

Il faut assurer tous les mois les rations de survie à cette population et à celle qui se trouve dans les zones libérées. Il faut aussi leur apporter les soins que nécessite une vie dans des conditions aussi précaires.

La mobilisation de tous est nécessaire pour aider le peuple sahraoui :
- à survivre d'abord,
- à vivre libre et indépendant ensuite !

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ACHETEZ-LE TOUS LES JOURS DANS LE MÊME KIOSQUE

RÉUNION DES LECTEURS DU QUOTIDIEN, DE ST-ETIENNE

A L'AMICALE LAÏQUE MICHELET
rue des Passementiers, le vendredi 18 juin à 19 h 30
Les lecteurs de la région de Saint Etienne y sont tous conviés.

PHOTOGRAPHIE

COMMENT PRENDRE UNE PHOTO DANS UN LIEU SOMBRE SANS FLASH

On entend par lieu sombre, un atelier d'usine, d'un CET, une salle de fêtes ou de conférence, un meeting, etc... Ces différents endroits sont éclairés soit par la lumière du jour à travers des toits vitrés ou des fenêtres, soit par des lampes ou des néons. Ce qu'il faut, pour réussir ce type de photo, c'est avoir une lumière suffisante qu'on mesure ainsi : il faut bien voir le sujet, bien voir les détails ; il ne faut pas que le sujet soit dans l'obscurité, qu'on ne voit pas bien tous ses détails ; par exemple, si on photographie une personne, il faut bien voir tous les détails de son visage.

Photo prise dans une petite boîte de métaux. Vitesse à 1/60e de seconde. Ouverture à f : 2,8. Lumière de jour.

Si on regarde les deux photographies ci-jointes :

La première est faite en lumière du jour, on voit bien les yeux, le nez, le fond de l'atelier, d'une manière générale on voit bien les détails des machines, de l'atelier et des personnes ;

La seconde est faite en lumière artificielle, il y a moins de détails, mais ce qu'on voulait montrer, les visages et certains détails de la machine, est bien sorti.

Il faut essayer de standardiser ce type de photo. Pour céla, je conseillerai de prendre une pellicule Kodak TRI-X (rapidité nominale à 400 ASA) de prendre une vitesse constante 1/60ème de seconde, de prendre le diaphragme f : 2,8 (pour un éclairage de type lumière du jour) ou f : 2 (pour un éclairage de type lumière articifielle comme le néon ou des lampes). C'est ainsi qu'ont été faites ces deux photos, la première à f : 2,8 ; la seconde à f : 2.

Pour ceux qui ont la possibilité de développer par eux-mêmes leurs pellicules, il faut qu'ils «poussent» (c'est-à-dire développent plus longtemps) cette pellicule TRI-X, exposée ainsi, en 1 600 ASA. De même, ceux qui veulent la faire développer par un «photographe», doivent bien préciser que la pellicule a été exposée en 1 600 ASA. Pour ceux qui le désirent, il est possible d'envoyer sa pellicule au Quotidien du Peuple, *en précisant bien les conditions de prises de vues* (par exemple : atelier éclairé au néon, ou bien salle pendant un meeting avec lumière artificielle un peu insuffisante, 1 600 ASA), le sujet qui est photographié, l'adresse à laquelle il faut renvoyer les négatifs développés. Ce sera fait assez rapidement.

Photo prise dans un atelier de CET. Vitesse à 1/60e de seconde. Ouverture à f : 2. Lumière artificielle.

Attention : lorsqu'on commence une pellicule ainsi, il faut l'exposer ainsi jusqu'au bout. On ne peut pas exposer une pellicule en 1 600 ASA pour trois photos, puis en 400 ASA pour le reste. C'est toute la pellicule qui sera «poussée» en 1 600 ASA.

Vincent

Télévision

Programme

VENDREDI 18 JUIN

TF 1

18 h 05 - Pour les jeunes
18 h 30 - A la bonne heure
19 h 05 - Chateau espérance, feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Fanny et ses gens
22 h 35 - Lunatiques
23 h 05 - Journal

A 2

18 h 15 - Le palmarès des enfants
18 h 30 - TV service
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le chirurgien de Saint-Chad
21 h 35 - Apostrophes
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Bof, film français de C.Faraldo (71)

FR 3

19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - América
22 h 20 - Journal

LHASSA ETOILE FLEUR

aux éditions stock

Le livre d'Han Suyin «Lhassa étoile-fleur» vient de paraître chez Stock. Etant donné l'importance de ce livre pour les amis de la Chine socialiste (c'est le premier qui soit publié avec une large diffusion sur ce sujet), nous en publions quelques extraits.

4- «La Chine devient tibétaine»

D'HAN SUYIN

Han Suyin examine ici les problèmes posés par l'utilisation conjointe des langues tibétaine et chinoise. En effet, il n'est pas question que sous prétexte d'unification, la langue tibétaine disparaisse. Au contraire, elle se développe et s'enrichit.

L'éducation au Tibet, est un problème particulier. On trouve aujourd'hui, dans la région autonome, 4 300 écoles primaires, 30 collèges secondaires et instituts professionnels, deux instituts à rang universitaire, dont un est en fait une école normale et l'autre un centre de formation d'ingénieurs et de cadres scientifiques. En plus des cours du soir, de politique et de connaissances générales, sont organisés dans les fabriques, les mines. On compte en tout 860 de ces écoles du soir. Enfin, dans les régions pastorales du nord, où la moyenne de la population est d'un habitant aux dix kilomètres carrés environ, existent des écoles mobiles, aux instituteurs-cavaliers. Toutes l'instruction primaire est donnée en tibétain, même l'enseignement des mathématiques.

Le han est appris comme seconde langue, pendant que l'on unifie, transforme, adapte et crée de nouveaux mots en tibétain. Dix mille nouveaux termes se sont ajoutés au vocabulaire depuis 1959, et l'on est en train de composer un nouveau dictionnaire tibétain-han. Sur ce travail très important se penchent les jeunes enseignants, les ouvriers, des Tibétains instruits de cinq provinces, et des philologues hans dont trente viendront de Shanghaï pour participer à la compilation de cet ouvrage.

Un ancien serf devenu professeur à l'Ecole normale du Tibet.

Han Suyin montre ensuite que la culture tibétaine non seulement s'épanouit au Tibet, mais est largement diffusée et appréciée dans toute la Chine.

Au point de vue chant et danse, la Chine entière devient «tibétaine». A Pékin, à Shangaï, partout, les enfants hans, dans les écoles primaires et secondaires, apprennent des chansons et des danses tibétaines. Les disques de chansons tibétaines sont les plus populaires dans toute la Chine, car la musique en est très belle. Surtout la musique populaire, l'ancien serf ayant été dominé, plutôt qu'instruit par la musique religieuse, qui est une psalmodie envoûtante et monotone des textes bouddhistes.

La musique folklorique du peuple est restée très différente de ces incantations. Il n'existe aucun lien entre les deux.

Chaque commune, chaque village a son groupe culturel. J'ai passé quatre soirées avec ces amateurs, qui travaillent aux champs le jour, mais qui étaient venus danser à Lhassa les danses de leur commune. Certains des thèmes étaient politisés, mais toujours pleins d'humour dans la mise en scène et l'exécution, et d'une fantaisie très attachante. Les Hans, de leur côté, ont emprunté des thèmes tibétains pour certaines représentations théâtrales dans le reste de la Chine. Mais ils ne parviennent pas, ils le disent eux-mêmes, à se laisser aller dans la danse, ils n'ont pas cet abandon, cette grâce. «Trop de confucianisme, me disent mes amies hans en riant, nous n'osons pas bouger les hanches comme le font nos sœurs tibétaines».

Au théâtre, les thèmes politiques, comme ailleurs en Chine, ont pris une grande importance. Ainsi, les femmes tibétaines, après une chanson en tibétain, en chanteront une en han, tirée d'un opéra moderne chinois. Elles le feront avec brio, vivacité et fierté.

Des échanges de groupes de danse et de chants sont fréquents, surtout avec Pékin et avec le Szechuan.

le quotidien du peuple

TRIBUNE DU 2e CONGRÈS DU PCRml

A PROPOS DE LA LETTRE DES CAMARADES DE L'OC-GOP

Dans leur lettre, publiée par le Quotidien du Peuple du 10 juin, nos camarades de l'OC-GOP abordent deux sujets : celui de la *tactique* et celui du *parti*, le point concernant la tactique étant le plus développé. C'est à celui-ci que nous voulons aujourd'hui répondre.

Citant Lénine (la Maladie Infantile) et les thèses du 3ème Congrès de l'Internationale Communiste, l'OC-GOP souligne dans le projet de programme du IIème Congrès de notre Parti l'absence des «objectifs politiques de la phase actuelle», ce qui l'amène à conclure que le PCR n'est pas une «organisation léniniste», dans la mesure où il n'avance pas le «seul mot d'ordre politique : la chute du gouvernement, la chute du régime actuel : Dehors Giscard-Chirac !»

●

Concrètement, la critique qui nous est adressée par l'OC-GOP est très grave, non seulement parce que le fait de n'être point léniniste présente de graves inconvénients pour qui fonde son action sur le marxisme-léninisme, mais encore elle nous qualifie, du même coup, de gauchisme, de sectarisme, au sens précisément où Lénine le définit dans cet ouvrage. Rappelons-en les caractéristiques : refus de participer aux Parlements bourgeois, refus de militer dans les syndicats réactionnaires, non à tout compromis, et par voie de conséquence, comme le rappellent les thèses sur la tactique, simple travail d'agitation propagande, désertion du terrain de la lutte de classe quotidienne et de la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Un tableau aussi général ne saurait évidemment être dressé, s'agissant de notre projet de programme et de la pratique de notre Parti. Car, pour ce qui concerne la bataille pour les besoins vitaux de la classe ouvrière, la détermination des buts concrets de combat, (ramenés par la lettre de nos camarades de l'OC-GOP à un simple «programme de lutte, de type syndical»), le programme est assez explicite.

●

Aussi, leur critique est-elle plus *centrée*, il s'agit, citant Lénine, «du motif qui incitera les masses à se mettre en mouvement et les amènera au seuil de la Révolution», c'est-à-dire pour la GOP, l'éviction du gouvernement Giscard-Chirac et l'avènement d'un gouvernement de gauche. Or, si ce mot d'ordre ne figure pas dans notre programme, ce n'est pas par omission, ni par infantilisme, c'est parce que nous pensons que la situation est plus complexe que ne l'imaginent nos camarades de l'OC-GOP et, comme le dit d'ailleurs Lénine «il faut... savoir se retrouver dans chaque cas particulier».

Comment voient-ils la situation ? Très schématiquement, l'idée de nos camarades est que la crise économique actuelle détermine une combativité accrue du camp du peuple et rend peu évitable l'affrontement de la bourgeoisie avec le mouvement ouvrier et populaire. Dans ces conditions, une victoire de l'union de la gauche serait principalement une victoire des masses sur la bourgeoisie et la crise du régime se transformerait à cette occasion en crise nationale, en situation pré-révolutionnaire, qui démultiplierait la capacité et la volonté d'initiative des masses, la Révolution s'imposant alors comme la voie du salut immédiat (d'après l'Outil des Travailleurs - 12 avril 1976).

●

Ainsi grossièrement décrits, les éléments de la situation actuelle présenteraient une analogie frappante avec ceux présentés par le 3ème Congrès de l'Internationale en 1921, d'où l'importance de ces textes de référence (livre de chevet de tout militant). Mais ces textes contiennent-ils l'analyse de la spécificité *des* situations de crise, ou simplement de la situation de crise des années 20. Est-ce possible de dégager ainsi, en général, la spécificité *des* situations de crise ?

●

En fait, nous n'avons pas tout-à-fait la même analyse de la crise. Comme notre programme l'indique, la nature profonde de la crise n'est pas économique, mais politique, son évolution n'est pas brutale, mais progressive, sa transformation en crise nationale (révolutionnaire) n'est pas mécanique mais conditionnée, l'échéance électorale de 78 ne prend pas de ce fait le même relief et rien n'autorise d'affirmer que l'accession de la gauche au pouvoir débouchera sur une situation révolutionnaire, où l'insurrection, porteuse du salut immédiat, ne sera plus qu'un problème technique. Bref, rien ne nous indique de façon certaine que le motif qui incitera les masses à se mettre en mouvement et les amènera au seuil de la Révolution soit justement la victoire de la gauche en 78.

●

Pourquoi ? Parce que la réalité du mouvement de masses n'est pas seulement restituée par la combativité accrue du camp du peuple, mais aussi par la lutte profonde d'idées qui se mène dans la classe ouvrière entre la voie révisionniste de soumission, de découragement et la voie de la lutte, parce qu'à l'accroissement de l'exploitation, à l'extension du chômage ne correspondent pas mécaniquement une progression de la volonté révolutionnaire et une unité plus grande du camp du peuple ; c'est ce dont rendent compte les mouvements de lutte de la dernière période, les hésitations des chefs ouvriers, les multiples divisions (chômeurs, actifs, licenciés, non licenciés...). Aussi n'est-il pas totalement exact de dire que la «lutte pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme», que toute revendication pose le problème du pouvoir. Certaines victoires de luttes partielles (Tellic, Bourgogne Electronique, etc...) ne permettent pas d'affirmer que l'enjeu de chaque mouvement est national. Ceci pour saisir de manière dialectique la réalité, car il est bien vrai que seul un mouvement d'ensemble peut faire reculer la bourgeoisie et briser la politique de crise dans laquelle elle s'est engagée depuis plus de deux ans.

●

Mais il ne faut pas faire *comme* si ce mouvement existait. En réalité, il s'agit de rassembler en un front de lutte contre la politique de crise de la bourgeoisie toutes ces forces, aujourd'hui morcelées, s'épuisant dans un combat inégal contre le plus réactionnaire et le plus intraitable des gouvernements bourgeois depuis la guerre. Construire pas à pas ce front, coordonner et unifier les mouvements de lutte, rassembler toutes les forces qui sont prêtes aujourd'hui à la lutte, telle est la tâche concrète, éminemment politique dans laquelle nous devons nous engager.

●

Aujourd'hui ce rassemblement s'esquisse de manière embryonnaire et partielle, autour des licenciés Durafour, autour des Câbles, de Bourgogne Electronique, autour des usines occupées. Il n'en est qu'à ses premiers pas balbutiants. Mais, il peut et doit rapidement s'élargir, se former, s'organiser, pour briser la tacite volonté d'inaction des chefs réformistes et révisionnistes qui attendent 78. Quand le PC et le PS laissent pourrir la situation en vue d'en récolter les fruits électoraux, quand leur calcul consiste à étendre leur influence dans la petite-bourgeoisie, se gardant bien de l'effrayer en prenant l'initiative d'un ample mouvement de masse, les ouvriers révolutionnaires, mais aussi les partisans d'une stratégie de débordement, et également les ouvriers révisionnistes et réformistes, acculés par la bourgeoisie à d'autres échéances que celles de 78, sont prêts à passer à la lutte. Pas à pas, patiemment, il s'agit de créer les moyens de cette rupture globale du consensus pré-électoral, de forger le cadre de la riposte de masse à la politique de crise : cette position, qui consiste à agir en front, est clairement exprimée par notre programme.

●

De plus, construire ce front, dont toute la logique est radicalement opposée à la logique de la gauche bourgeoise, est la condition pour que l'expérience du révisionnisme par les masses porte ses fruits, pour que les contours d'une crise révolutionnaire puissent s'esquisser, c'est-à-dire que les aspirations révolutionnaires des masses qui s'expriment avec de plus en plus de force et de netteté aujourd'hui, mais de manière fragmentée, convergent et s'organisent dans un clair projet révolutionnaire face à l'effondrement apparent du système de domination bourgeois. Construire ce front, telle est bien la rupture avec le spontanéisme économiste et la nette prise de conscience des enjeux.

●

C'est à cela camarades que nous vous pressons d'œuvrer. Alors, dans la commune entreprise dans laquelle nous devons nous engager, nous vous promettons de relire ensemble la Maladie Infantile, dont nous retenons jusqu'ici qu'elle est la plus vive des incitations léninistes à l'*analyse concrète*.

M C